

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 7 SEPTEMBRE
N° 248 1,50 FBelgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

* *

Un militant uruguayen
nous parle
de la situation
en Argentine

Voir page 8

Les modèles de Barre :
*blocage des salaires et collaboration de classe
en Angleterre et en Allemagne*

NON AU PLAN DE CRISE !

Barre a reçu hier le syndicat jaune FO et Séguy pour la CGT. A leur sortie, Bergeron et Séguy, comme dans une mauvaise pièce de théâtre ont répété ce qu'ils avaient déjà dit il y deux ans lorsqu'ils avaient été reçus par Chirac. Bergeron s'est félicité de l'assurance reçue que la politique contractuelle, qu'il est le seul à avaliser, ne serait pas remise en cause. Quant à Séguy, il a annoncé une période de «sécheresse» dans les relations de la direction de la CGT avec le gouvernement, et il a affirmé qu'il n'avait reçu aucune réponse. Il n'a lancé aucun appel à l'action contre le plan de crise du gouvernement Barre.

Le gouvernement avance avec prudence dans l'élaboration de son plan de crise, il teste actuellement les effets de l'annonce d'une augmentation des impôts sur le revenu. En parlant de solidarité nationale, il tente d'opposer les paysans aux ouvriers, de diviser les paysans entre eux en établissant des zones différentes, et les ouvriers entre eux, entre ceux qui paieront l'augmentation et ceux qui ne le paieront pas.

Devant les mauvais coups qui se préparent, le plan de crise prévisible, la riposte s'impose, une riposte unitaire, évitant le piège de la division.

Au nom de la lutte contre le «super impôt», le PCF qui réunit son comité central au cours duquel il doit examiner la situation économique et la direction de la CGT font une série de propositions qui vont dans le même sens.

Suite page 3

L'EUROPE DES POLICES

18 MINISTRES DE LA JUSTICE
POUR LA CHASSE
AUX RÉFUGIÉS POLITIQUES



La collaboration franco-espagnole des polices : les réfugiés basques qui avaient été assignés à l'île d'Yeu.

Après l'échec du détournement d'avion de dimanche, une grande publicité est faite à la mise au point d'un accord entre les ministres de la justice de 18 pays européens pour la «lutte anti-terroriste». Cet accord conduit à la suppression du statut de

réfugié politique dans tous les pays européens. C'est une menace directe contre les nombreux réfugiés politiques dans notre pays. C'est une menace à long terme contre tout réfugié politique qui peut être accusé de terrorisme, par le gouvernement de son pays.

Dans l'immédiat, les sionistes se réjouissent de la signature de cet accord qu'ils espèrent pouvoir utiliser pour faire pourchasser les Palestiniens en Europe.

Suite page 8

MANIFESTATIONS PAYSANNES

PAS DE REPIT D'ICI LE 29

Après la manifestation de Clermont-Ferrand hier, mercredi : manifestation à Muret (Lot-et-Garonne), jeudi à Confolans, en Charente.

Pas de journée dans les départements classés zone 2 ou 3 sans que de nouvelles manifestations paysannes n'aient lieu. Ainsi, dans l'Ain, à Bourgen-Bresse, plus d'une centaine d'éleveurs à l'appel du CDJA se sont rassemblés vendredi dernier devant les grilles de la préfecture. «Non à l'aumône !», «Les paysans ne sont pas des mendiants !» proclamaient leurs banderoles.

Dans les départements du Sud-Ouest, là où la mobilisation a été la plus vive et la plus massive ces dernières semaines, l'action se poursuit : samedi dernier, une manifestation de plusieurs centaines de paysans de l'arrondissement de Bergerac a perturbé la présentation des bovins à la foire-exposi-

tion du chef-lieu d'arrondissement. Une réunion de responsables paysans de la région avait pourtant prévenu le préfet d'annuler cette exposition : «Par ces temps de sécheresse, c'est une véritable provocation que d'exposer les belles vaches grasses de quelques gros éleveurs».

Toute une série de manifestations, au cours de la semaine, viendront rappeler à Bonnet ses promesses «d'indemnisation substantielle» pour le 29 septembre. Aujourd'hui, à l'appel des comités de Guéret et d'Agen, rassemblement régional à Clermont-Ferrand. Mercredi, manifestation des paysans de Haute-Garonne à Muret. Jeudi, les éleveurs des Charentes se retrouveront à Confolans.

Suite page 6

LIBAN

**Une opposition
populaire qui fait
hésiter Assad**

**«Des officiers syriens
nous ont approvisionnés
en munitions»**

RÉVÈLE LE RESPONSABLE MILITAIRE
DU FATH

Voir page 7

DOSSIER

LA FRANCE NUCLÉAIRE (2)

UN TRAVAILLEUR DU C.E.A
TEMOIGNE !

Eric BREHAT

QUELQUES FAITS

recueillis au centre de saclay

Voici, extraits d'un dossier publié par le Groupe Information Travail de Saclay, quelques faits illustrant la façon dont sont traités les problèmes de sécurité.

Nous avons publié hier la carte de la «France nucléaire», pour souligner l'importance du programme de centrales nucléaires. Nous apportons aujourd'hui une contribution au débat sur la lutte contre ce programme, en particulier à travers les réponses d'un travailleur du centre nucléaire de Saclay, connu dans le centre pour la lutte incessante qu'il mène contre le démantèlement du CEA et contre les manquements à la sécurité.

— *Quotidien du Peuple* : Tu travailles depuis longtemps au Commissariat à l'Énergie Atomique, et tu es actuellement à Saclay. Que penses-tu du programme d'équipement électronucléaire français ?

— R. : Je pense que c'est très grave, que ce programme est fou. A une époque, les journaux titraient «le pari du nucléaire». C'est vraiment d'un pari qu'il s'agit, où une seule chose est sûre, que les gros trusts qui travaillent pour le nucléaire gagnent beaucoup d'argent, et les masses populaires risquent d'être les perdantes.

été privatisé. Du jour au lendemain, les règles de sécurité qui avaient été élaborées par des années de pratique ont été balayées. Pas rentable, les règles de sécurité !

— QdP : Cela veut-il dire qu'il n'y a pas de problème de sécurité au CEA, secteur national ?

— R. : Bien sûr que non ! A Saclay, il y a beaucoup de problèmes de ce côté, d'autant plus que le SPR a vu ses effectifs tellement réduits qu'il ne peut, en fait, faire correctement son travail.

D'autre part, les travaux les plus dangereux ne sont pas effectués par le CEA :



Déchets destinés à être immergés en mer, preuve du mépris total de la bourgeoisie vis-à-vis de notre avenir.

qu'on puisse toujours en mesurer les conséquences.

Que ce soit dans le «national» ou dans le privé, le problème fondamental est le même : la rentabilité rogne la sécurité. Seulement, pour nous, avec la privatisation, il devient plus difficile : il est beaucoup plus difficile d'être informé, et donc de lutter quand on ne forme plus un bloc.

— QdP : L'abandon de la filière française étudiée par le CEA, et le choix de la licence Westinghouse pose-t-il aussi des problèmes de sécurité ?

— Oui, la filière uranium naturel-graphite-gaz était relativement sûre, ou tout au moins nous la connaissions bien. En deux mots, la structure de graphite, au cœur du réacteur est une structure mécanique, qui peut se démonter entièrement. Il est impossible qu'il y ait un emballement de réacteur. Le seul danger (mais il est de taille) vient des ruptures possibles de gaines de CO₂. Mais cela resterait confiné, et on sait nettoyer du gaz carbonique irradié. Dans le système américain PWR, la montée en puissance est plus importante. La cuve du réacteur est étanche, et si jamais le système des barres de contrôle se bloque, la seule sécurité est de «noyer» le réacteur avec de l'eau. Or, il y a des experts qui considèrent qu'aux températures atteintes, l'eau, immédiatement vaporisée ne refroidirait pas suffisamment. Dans ce cas, la cuve fondrait, et ce seraient 80 tonnes

d'uranium qui s'échapperaient alors. Si la filière américaine a été choisie, c'est qu'elle était plus rentable, pouvant atteindre de beaucoup plus grande puissance, par exemple.

D'autre part, dans la mesure où on savait tout ce qui pouvait arriver avec la filière graphite-gaz, les centrales pouvaient être construites en fonction. Avec les PWR, c'est différent : on ne sait pas jusqu'où peut aller l'accident. Aussi la construction de la cuve est faite en fonction d'une pression maximale donnée, et il s'agit d'empêcher le réacteur de la dépasser !

— QdP : Comment conçois-tu la lutte à engager contre le programme électronucléaire ?

— Je pense qu'il faut obtenir l'arrêt de toutes les installations nucléaires, et se donner le temps de maîtriser tous les problèmes. Cela obligera peut-être à entièrement réviser les choix faits aujourd'hui. Pour la lutte elle-même, il faut d'abord expliquer que le programme dément qui a été adopté commence : Fessenheim et Bugey vont commencer à fonctionner sous peu. Il n'y aura pas de problème tout de suite, parce qu'ils ne font pas monter toute la puissance. D'autre part, il faudrait plus s'intéresser aux travailleurs du nucléaire, jusqu'à présent les plus exposés. Les luttes qui se mènent dans les usines du nucléaire sont importantes parce qu'elles montrent les vrais problèmes.

Des cas de contamination au Plutonium (Pu) :

Un travailleur du Service de Protection contre les Rayonnements (S.P.R.), chargé de la décontamination est amené à travailler sur un récipient contenant du mercure pollué, en provenance de Fontenay. Sur le récipient, aucune indication sur la nature de la pollution. Le travailleur fait subir au produit le traitement standard, ignorant qu'il renferme du Pu, et se trouve contaminé. (Est-ce vrai qu'on a retrouvé par des compteurs son passage à la cantine, la place qu'il avait, et son plateau ?)

Signalons le cas de ce travailleur de la Hague envoyé pour contrôle à Fontenay et s'entend dire qu'en plus du Plutonium il a avalé tellement de cochonneries qu'on ne peut savoir par combien de Pu il a été contaminé. Il est actuellement épicière en province... après avoir obtenu de la Sécurité Sociale un examen annuel.

Un conteneur de produit radioactif est expédié de Saclay en Roumanie. N'étant pas équipé pour le manipuler (*), le laboratoire, avec l'accord des services compétents du CEA, le réexpédie sur Saclay comme emballage vide afin de simplifier les problèmes de douane et de transport. Deux ouvriers chargés d'ouvrir les conteneurs vides (ils appartiennent à une entreprise extérieure) l'ouvrent et sont irradiés bien au-delà de la dose «admissible». L'incident n'est pas passé inaperçu car les sirènes d'alarme ont fonctionné. Que sont devenus ces ouvriers ?

Des accidents sur les grands appareils :

— A Saturne, un physicien du CNRS a pris le faisceau dans la tête. Il aurait partiellement perdu la vue.

— A l'Accélérateur Linéaire de l'Orme des Merisiers, un travailleur d'une Entreprise Extérieure, devant effectuer

une réparation, est irradié par le faisceau : l'accélérateur marchait alors que les sécurités avaient été court-circuitées sur le tableau de commande, ce qui est une pratique courante sous dérogation autorisée par la hiérarchie et le Service de Protection contre les Rayonnements.

Des anomalies(?), à la pelle :

— Des stagiaires de la faculté entrent comme visiteurs et n'ont donc pas de film-dosimètre. Ils ressortent le soir, ayant «pris» quelle dose ? Ils ont travaillé sans précaution et sans garantie.

— Aux Radioéléments artificiels (R.E.A.), on prend des étudiants pendant les vacances pour aider à la décontamination. Tout comme les pontonniers, ils «prennent» la dose maximum.

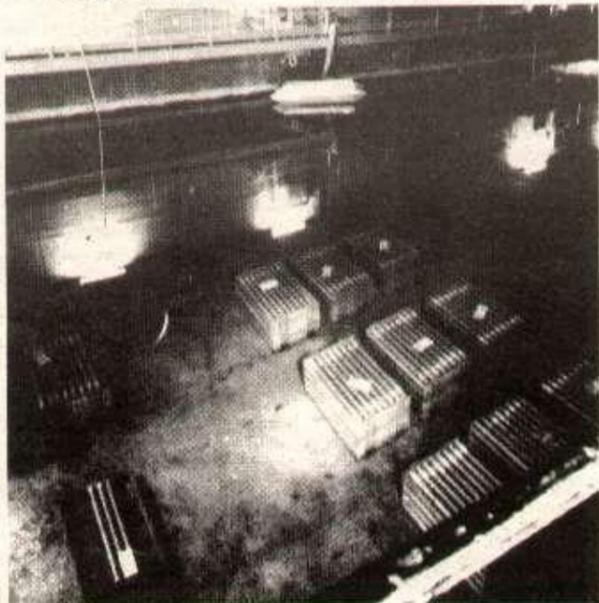
— Souvent le personnel utilise ignore tout de la radioactivité : c'est le cas des pontonniers, travailleurs d'une entreprise extérieure qui manutentionnent des produits radioactifs.

— Des administratifs travaillent actuellement dans des endroits non complètement décontaminés : dans le couloir par terre, des emballages en plastique renferment des produits actifs, et de part et d'autre du couloir, des bureaux...

— Partout où la notion de rentabilité veut s'affirmer (Radio éléments Artificiels, Laboratoire de Haute Activité), les incidents se multiplient. Saclay est en train de devenir un centre dangereux.

Sur la pile EL 3 en 1972 on s'aperçut que 10 m³ de liquides radioactifs qu'on venait d'évacuer vers des cuves spéciales n'y étaient pas arrivés. Où sont-ils passés ? dans les égouts ?

(*) : D'une façon générale, le CEA quand il livre un produit radioactif ne vérifie pas dans quelles conditions il sera utilisé.



Stockage du combustible irradié de la centrale de Chinon dans une piscine. En attendant de savoir s'en débarrasser...

Nous, au CEA, nous savons que nous avons rejeté, parfois dans des caniveaux où jouaient des enfants (c'était à Fontenay) des saloperies, il n'y a pas d'autre mot, de produits radioactifs, dangereux pendant des milliers d'années. Et pourtant, nous avons un SPR (Service de Protection contre les Rayonnements) qui, malgré toutes les critiques que nous lui faisons a le mérite d'exister. On ne peut pas dire qu'il y ait la même sécurité dans les usines nucléaires, que ce soit de la préparation de l'uranium, les centrales ou le traitement des déchets. Ceci d'autant plus que l'on va vers une privatisation de plus en plus poussée, avec tous les problèmes de sécurité que cela pose. En Angleterre, l'équivalent de notre CEA a

lorsqu'il y a eu une fuite à la pile expérimentale «Osiris», on a fait venir une entreprise extérieure dont les ouvriers ne connaissaient pas les dangers du travail qu'ils allaient faire. Maintenant qu'ils ont fait le travail, on ne sait pas ce qu'ils sont devenus. Et si, dans dix ans, un des gars meurt d'un cancer, personne ne saura qu'il a fait ce travail. Mais Saclay n'est pas le meilleur exemple, dans la mesure où c'est un centre de recherche où la majorité du personnel est composée d'ingénieurs ou de techniciens qualifiés qui savent le genre de travail qu'ils font, qui sont formés. Tandis que dans les usines, comme à la Hague, à Marcoule, ou dans les mines, c'est bien pire. Il faut faire la production et les «accidents» sont plus nombreux sans

Lu dans le rapport
au VII^e Plan

A propos des coûts des centrales nucléaires : «En exploitation, il a été tenu compte du fait que les frais de personnel croissent toujours plus vite que la moyenne des prix, mais que le renforcement de la surveillance des installations ne fait qu'accroître cette dérive». Tout ce langage pour dire qu'il faut prévoir une armée de mercenaires pour surveiller les centrales.

DES MODELES D'AUSTERITE POUR BARRE

RFA : COGESTION ET LIMITATION DU DROIT DE GRÈVE DANS UN RÉGIME DE FER

C'est surtout le modèle allemand qui enthousiasme ceux qui nous gouvernent : calme social, inflation maîtrisée, balance commerciale ultrabénéficiaire, on n'en compte plus, chez les capitalistes, les bienfaits. C'est bien sûr les causes de cette «réussite» apparente qui nous intéressent : et, d'abord, la situation de la classe ouvrière.

Le puissant syndicat DGB (Deutsche Gewerkschafts Bund) signe, avec les patrons, des contrats qui limitent les augmentations de salaires pour une période donnée. L'an dernier, par exemple, alors que l'inflation a été autour de 6 %, les salaires n'ont pas augmenté de plus de 4,5 %. Comme en Angleterre, la politique des revenus est fondée sur cet élément essentiel : la baisse du pouvoir d'achat ouvrier. Les profits, qui avaient trop peu augmenté en 75 au goût des exploités allemands, doivent cette année, grimper de 17 %.

Le chômage, qui, en chiffres officiels, tourne autour de 1,1 million, a encore augmenté de 2 % en juillet. Les travailleurs immigrés ont été des cibles particulières de la politique patronale : sous contrat limité, cinq cent mille ont été renvoyés dans leur pays, depuis fin 73.

Si les luttes sont peu nombreuses, c'est que le DGB s'emploie partout à les étouffer, qu'il expulse les communistes de ses rangs. C'est que le droit de grève est lui-même réduit à presque rien puisqu'il faut un vote de 75 % des salariés pour que la grève soit légale ! Pendant que le système répressif anti-communiste, la chasse aux sorcières sont renforcés, le gouvernement réduit les allocations-chômage, il couvre les licenciements systématiques (depuis la crise, Volksgen a licencié vingt cinq mille travailleurs !) et près de 30 % des ménages allemands sont aujourd'hui considérés comme étant en-dessous du minimum vital. C'est ce qu'on appelle la «prospérité allemande».

Le «consensus» est aussi obtenu par l'intermédiaire de la présence des syndicats pourris dans les conseils d'administration des entreprises de plus de deux mille salariés. Pour donner une idée de l'idéologie qui anime le DGB, rappelons qu'il a invité à son congrès le Ceyrac local, et que, cette année, il s'est trouvé un seul délégué dans la salle pour le siffler !

On essaye de nous tenir en haleine sur le futur programme de Barre, qui, à croire le gouvernement, devrait juguler l'inflation. En fait, il n'y a pas de miracle possible : le seul programme de Barre sera une attaque, présentée sous une forme nouvelle, du pouvoir d'achat des travailleurs. D'ailleurs, ce gouvernement a, à maintes reprises, fait des éloges sur les modèles de «lutttes anti-inflation» des pays voisins. Voyons sur les exemples de l'Angleterre et de l'Allemagne, comment ont été montées ces «politiques des revenus», ce qu'il en est résulté pour la classe ouvrière et pourquoi ces mesures ont été possibles dans ces deux pays.

GRANDE-BRETAGNE : «LES OUVRIERS SE SENTENT TRÈS ATTAQUÉS, MAIS EN MÊME TEMPS IMPUISSANTS»

La Grande-Bretagne est souvent, depuis 1973, présentée avec l'Italie comme la lanterne rouge en matière économique dans la CEE. En 1975, l'inflation a atteint des sommets : autour de 30 %. En juillet 1975, pourtant, le gouvernement travailliste passait, avec les syndicats (Trade Union Congress), un «contrat social» pour limiter la hausse des prix.

Aux termes de ce contrat, les syndicats s'engageaient à ne pas demander d'augmentations de salaires supérieures à six livres par semaine (soit deux cents francs par mois environ) sur la période de juillet 75 à août 76. En échange de quoi le gouvernement prétendait obtenir un taux d'inflation inférieur à 10 %. Pour faire

passer la pilule, le gouvernement promettait aussi de limiter les dividendes des actionnaires à 10 % aussi (ce qui ne signifie rien puisque les dividendes sont les profits distribués, le reste étant gardé par les capitalistes), et prévoyait une prétendue limitation des loyers.

En août de cette année, on peut juger les effets : l'inflation n'est pas descendue au-dessus de 13 à 15 % et par contre les salaires, eux, sont restés dans les limites. Ce qui signifie, pour les ouvriers anglais, une nouvelle dégradation de leur pouvoir d'achat. Healey, ministre de l'économie ne l'a d'ailleurs pas caché : «Le pouvoir d'achat, a-t-il dit, baissera de 2 %». Aujourd'hui, aussi, les «bienfaits» du «contrat social» se traduisent dans les chiffres du chômage : plus d'un million et demi de chômeurs (officiels), soit plus de 5 % de la population active.

Cette année, en juin, les syndicats ont pourtant reconduit cet accord : pour un an, les salaires ne devront pas augmenter de plus de 2,5 à 4 livres par semaine (entre 90 et 140 francs par mois) pour un taux d'inflation espéré à moins de 6 %. La leçon de l'an dernier aurait pourtant dû ruiner les chances d'un tel contrat.

Mais, si une telle collaboration de classes aux dépens des ouvriers est possible en Grande-Bretagne, c'est que le «gouvernement a l'oreille des syndicats», comme l'écrivait «le Figaro». Les directions syndicales, en liaison avec le parti travailliste s'emploient à étouffer la combativité importante de la classe ouvrière et il n'y a pas dans ce pays, d'expression politique autonome du mouvement prolétarien. Un délégué syndical de Manchester déclarait au Quotidien du Peuple l'an dernier : «Les ouvriers se sentent très attaqués mais en même temps impuissants». C'est pourquoi le chef du gouvernement, Callaghan, peut se permettre un budget qui augmente les impôts indirects - tout en réduisant la TVA sur les produits de luxe. Barre voudrait bien en faire autant, mais il n'aura pas ce «consensus social».

Paul LEFORT

NON AU PLAN DE CRISE

Suite de la page 1

Séguy a proposé la semaine dernière la constitution d'un front syndical commun à la CFDT, la FEN, FO, la CGC, et la CFTC. Pour l'heure, seule FO s'est récusée. Hier avait eu lieu une rencontre CGT-CFDT pour discuter des modalités d'une action commune. Dans ce front syndical, on retrouve donc à côté de syndicats jaunes, les cadres de la CGC sur la base du refus de l'impôt mais aussi de la défense de la hiérarchie des salaires.

Le PCF préconise l'élargissement de ce front aux organisations paysannes : non seulement le MODEF qu'il dirige, mais aussi le CNJA et la FNSEA, et également les petits patrons. C'est ainsi que «L'Humanité» cite parmi les réactions défavorables à l'impôt, les déclarations de la Confédération Générale des PME, sur le même plan que celles de la CGT. Ceci n'a rien d'étonnant, les PME peuvent parfaitement souscrire à la plateforme revendicative contre le «super-impôt». Le PCF propose en effet pour financer les mesures d'aide aux paysans victimes de la sécheresse : l'imposition des grandes firmes qui ont prospéré grâce à la sécheresse. Ceci concerne certaines firmes agro-alimentaires, pas toutes, puisque «La Terre» revue du PCF en direction des paysans, demandait

des mesures de soutien pour les firmes agro-alimentaires victimes de la sécheresse. D'autre part, le PCF propose d'imposer les «25 féodalités industrielles ou financières». Le front proposé comprendrait donc toutes les couches sociales du pays à l'exclusion de ces «féodalités». - L'utilisation des fonds versés par la France au budget du marché commun ; les fonds du FEOGA utilisés habituellement pour résorber les excédents.

Autour de ces propositions, le PCF tente de rassembler ce qu'il appelle l'«union du peuple de France». Dans ce rassemblement, les ouvriers et les paysans pauvres sont noyés parmi les petits patrons, les cadres, les gros paysans, un tel rassemblement ne peut évidemment lutter sur la base des revendications des ouvriers et des petits paysans. Contre l'impôt Barre et le plan de crise dont les victimes seront les ouvriers et les petits paysans, contre les tentatives de division du gouvernement, construisons l'unité des victimes de la crise : ouvriers, employés, petits paysans. C'est cette unité qui grandit dans les luttes et qui se concrétise par les ventes sauvages, le soutien des petits paysans aux luttes ouvrières, les manifestations communes.

Ellenstein, historien du PCF

LES ÉTAPES DU RÉVISIONNISME

Dans le «Nouvel Observateur», Jean Ellenstein qui a été interrogé hier après-midi à France-Inter, donne cette semaine une interview à propos de la sortie de son dernier livre sur le parti révisionniste. La ligne politique qu'il y développe montre, à visage parfaitement ouvert, la systématisation de la dégénérescence du PCF : Ellenstein, citant comme étapes positives 1946, le manifeste de Champigny en 1968, dit lui-même : «ce qui est nouveau, et c'est fondamental, c'est que le Congrès est allé jusqu'au bout de cette ligne.»

Ellenstein est connu pour avoir souvent exprimé les idées les plus «nouvelles» dans le PCF, c'est-à-dire les positions les plus droitières ; il ne représente sans doute pas exactement toute la direction du PCF : il incarne pourtant la ligne la plus proche du PCI, la plus réticente aux liens avec l'URSS social-impérialiste.

Il explique pourquoi le PCF n'est plus révolutionnaire, ce qu'on savait déjà : à l'instar de Marchais, bannissant le poing levé, l'écrivain du PCF pense que «La prise du Palais d'Hiver, la Longue Marche, la Commune de 1871 ou les barricades de Berlin de 1879,

tout cela appartient à l'histoire».

Et parlant, de ces jalons immortels sur la voie de la libération du prolétariat dans le monde, il les qualifie d'«exotiques».

Prenant ses distances le plus complètement avec l'URSS, qu'il range parmi les «expériences historiques» qui aboutissent à des résultats inacceptables pour nous, il étale la théorie actuelle de «démocratisation de l'Etat» du PCF.

Il critique Lénine pour avoir fait la distinction entre la démocratie bourgeoise et la démocratie prolétarienne et ignorant complètement le renforcement répressif sans

précédent de l'appareil d'Etat en France, il prétend que l'Etat n'a pas à être brisé, mais qu'il faut «le conquérir», et le transformer «par un long processus historique qui entraîne toute une série de modifications, de transformations». C'est là, bien exprimée, la volonté des révisionnistes d'investir l'appareil d'Etat de la bourgeoisie pour se l'approprier et développer un capitalisme d'Etat, du moins l'espèrent-ils.

Jean Ellenstein s'attache aussi tout particulièrement à prouver que le PCF a rompu définitivement avec ses traditions révolutionnaires, qu'il est définitivement un parti accueillant pour des intellectuels bourgeois avoués comme tels.

Quand le journaliste qui l'interroge lui demande des «garanties» sur le fait que le PCF ne va pas être trop révolutionnaire, il répond que «le fait qu'il y ait d'autres partis associés au parti communiste dans l'union de la gauche est une bonne

garantie !» C'est le PS qui en sera content.

C'est donc bien toute une apologie de la transformation du PCF en parti bourgeois, processus abouti avec le XXI^e Congrès, que nous trace Ellenstein. Il reconnaît d'ailleurs lui-même que «le PCF a perdu des militants» qui veulent la révolution. Enfin, dans l'interview, l'historien a été chargé de lancer un nouveau ballon d'essai quant au changement de la politique du PCF en matière de défense ; il dit : «la gauche ne renoncera pas à la force de frappe et à l'armement nucléaire ; on ne peut défendre la France avec des lance-pierres, pas même avec les armes conventionnelles.»

● NOUVEL ASSASSINAT DU CAPITAL : Christian Michoak, 20 ans, ouvrier de Saint-Etienne, a été tué sur un chantier du bâtiment à La Ricamarie, dans la Loire, par la chute d'un panneau de coffrage qui était mal arrimé.

● BERGERON TOUJOURS PAREIL : Bergeron reçu hier par Barre est satisfait du nouveau premier ministre. «C'est différent et c'est mieux» a-t-il déclaré. Il a rapporté que Barre allait demander de nouveaux sacrifices aux travailleurs, et apparemment, il n'est pas contre !

● UNE POLITIQUE DES REVENUS NOUVEAU MODÈLE : D'après Stoléru, «l'inflation actuelle est liée à la vitesse avec laquelle les prix et les revenus se courent après». L'analyse n'a rien d'original. Les propositions de Stoléru non plus, si ce n'est le nom qu'il leur donne : «contrats de stabilité des revenus et des prix». La politique des revenus était trop impopulaire auprès des travailleurs, Stoléru lui a trouvé un nouveau nom, mais c'est toujours la même chose.

LUTTES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

CÔTES DU NORD

MAQUIGNONS ET HUISSIERS
UNE MAFFIA CONTRE LES PETITS ELEVEURS

Le 16 janvier, un marchand de bestiaux de Mur-de-Bretagne (Côtes-du-Nord) se présente chez un agriculteur. Ils ne se connaissent pas, aucun n'avait jamais eu affaire à l'autre.

— Le marchand : Est-ce que vous n'avez pas des vaches à vendre ?

— L'éleveur : Il y en a deux que j'ai l'intention de vendre, mais pas tout de suite, et de toutes façons, il faut que je puisse en acheter deux autres pour les remplacer.

— L'éleveur : Parce que je viens justement d'en acheter deux chez un agriculteur de St Gilles-Vieux-Marché, peut-être qu'elles vous conviendraient. Venez les voir.

— Ça fait quand même tard pour faire ça (il était huit heures du soir et il faisait nuit).

— Venez donc, je vous emmène.

Le marchand emmène donc le paysan à St Gilles et lui fait voir les vaches. Il les regarde :

— L'éleveur : De toutes façons, je ne les achète pas ce soir, je ne fais jamais d'achats de bêtes la nuit. Je veux les voir en plein jour pour juger vraiment. Je vous téléphonerai pour vous donner une réponse (l'agriculteur chez qui ça se passait a confirmé ceci).

Le lendemain, 17 janvier, il retourne voir les bêtes et

indique à l'agriculteur qui les avait encore chez lui qu'elles ne lui conviennent pas. Comme ça avait été décidé, il téléphone au marchand. C'est le père du maquignon qui lui répond qu'il fera la commission à son fils.

En fin d'après-midi, le marchand revient chez l'agriculteur et se fait menaçant : il le presse de faire cette vente. Comme l'agriculteur refuse toujours, il lui dit :

— Je te forcerai bien à les vendre, je vais chercher un homme de loi !

A dix heures et demi, ce même soir du 17 janvier, on frappe chez l'agriculteur : c'est le maquignon qui revient et lui dit :

— On va s'arranger à l'amiable, ça vaudra mieux pour toi.

L'agriculteur reste sur ses positions :

— Ça ne m'intéresse pas, je ne vends rien, je n'achète rien.

Alors, derrière le marchand entre un deuxième homme : Sécher, l'huissier de Quintin ! Sécher lui présente un papier et prétend lui faire signer. L'agriculteur refuse fermement et les met dehors tous les deux (il était dix heures et demi du soir !).

Le paysan pense que cette affaire est close. Pas du tout. Quelques jours après, Sécher apporte un dossier où une partie des faits est relatée de façon fautive. Le paysan le raye et le réexpédie. Puis en



son absence, d'autres dossiers sont apportés à sa femme ; chaque fois il les renvoie. Enfin il reçoit un papier jaune ; demande conseil à son syndicat Paysans-Travailleurs, qui lui conseille de l'ouvrir.

C'est une condamnation pour rupture de contrat ; alors qu'aucun papier n'a été signé, alors que le paysan a clairement refusé l'affaire, verbalement et par téléphone plusieurs fois, le marchand l'a accusé d'avoir manqué à sa parole, et il est condamné à verser au maquignon une indemnité de six cents

francs, plus les frais d'huissier (!!!) et de justice, en tout 1 530 francs !

LA MOBILISATION
COMMENCE :
130 PAYSANS
CHEZ L'HUISSIER

Alors la mobilisation commence ; l'agriculteur en parle d'abord autour de lui et on va voir l'huissier à plusieurs. Celui-ci répond cyniquement.

— Moi, j'ai tout mon temps, j'ai trente ans pour mettre la saisie.

Le paysan reçoit ensuite un avis pour un papier à prendre

à la mairie ; c'est un avis de saisie, la totalité de son compte au Crédit Agricole est bloqué ? On lui signifie aussi qu'il doit passer au tribunal !

Alors, il décide avec les Paysans-Travailleurs et l'appui des représentants locaux FDSEA et MODEF, de frapper un coup. On mobilise et le mardi 31 août, 130 manifestants se présentent chez l'huissier, à Quintin ; c'est jour de marché et beaucoup de ces manifestants sont venus voir ce qui se passait et après avoir vu de quoi il retournait, sont restés pour soutenir l'action. Une trentaine de manifestants entrent dans la maison et mettent l'huissier en accusation. Celui-ci refuse de céder et gifle même trois fois des manifestants, qui ne ripostent pas. Il a quand même eu bien de la chance de ne pas se faire casser la figure, cet huissier.

Les agriculteurs exigent la levée totale de la saisie et l'annulation des frais de justice. L'huissier refuse et la séance devient houleuse. Les flics menacés d'appeler des renforts si les manifestants ne se retirent pas. Finalement, ils quittent la maison sur la promesse d'un tribunal à St Brieuc le 17 septembre à quatorze heures, et partent manifester en ville sur le marché.

RENDEZ-VOUS
LE 17 SEPTEMBRE :
UNITÉ DES PAYSANS
PAUVRES ET MOYENS
CONTRE
LES MAQUIGNONS ET
LA JUSTICE DE CLASSE

Deux jours après, le maquignon fait paraître dans le journal un communiqué, où il félicite l'action de l'huissier et du tribunal qui a prononcé la condamnation. On se congratule entre complices.

Mais ça n'est pas terminé ; la mobilisation se prépare pour le 17. Ce qui est en jeu, c'est de faire céder la justice au service des capitalistes, c'est de montrer que face aux

difficultés de toutes sortes, face à une exploitation renforcée des paysans pauvres et moyens, la voie de la lutte est la seule possible pour triompher. Il faut remarquer aussi qu'un certain nombre d'ouvriers étaient présents à cette manifestation : c'est en allant dans ce sens que la victoire est possible.

Correspondant St Brieuc

Communiqué
Répression
anti-syndicale dans
l'administration

Le préfet de l'Aude vient de licencier le secrétaire du Syndicat CFDT des Personnels de la Préfecture du département : Gérard Cathala, auxiliaire d'État depuis 4 ans.

L'administration préfectorale n'a rien à reprocher à cet agent et justifie ce licenciement par l'impossibilité de le titulariser. C'est, manifestement, un abus de pouvoir qui cache mal une volonté délibérée d'éliminer un militant responsable d'une organisation syndicale dynamique et efficace. La CFDT vient d'emporter 22 sièges sur 26 aux dernières élections professionnelles des personnels départementaux...

(...)Le pouvoir crispé sur ses échecs ne connaît que la répression pour répondre aux revendications des travailleurs. La « chasse aux sorcières » qui se développe dans la Fonction Publique n'épargne pas les Préfectures et les services départementaux et particulièrement les agents non titulaires (...)

(...)La Fédération Intercontédérale CFDT, attentive à la décision du Tribunal Administratif, mettra tout en œuvre en liaison avec les organisations locales, de la CFDT, pour que le camarade Cathala retrouve son emploi...

Paris, le 2 Septembre 1976

S.C.P.C. (Cournon) :

Les travailleurs en lutte à Giscard :

« Venez donc visiter
les usines occupées »

C'est dans la localité de Cournon, à treize kilomètres de Clermont-Ferrand, dans le Puy de Dôme, qu'est située l'entreprise SCPC (Société Centrale de Plastiques et Caoutchouc) spécialisée dans la fabrication d'articles de conditionnement de produits pharmaceutiques. Là, à longueur de journée, et ce, depuis des années, deux cents travailleurs (pour une bonne part des femmes, des jeunes et des immigrés) fabriquent ou décorent des petites bouteilles en plastique... au rythme de quatre mille à l'heure. Ou plutôt fabriquaient, car depuis le 22 juillet, ils sont en grève avec occupation pour s'opposer résolument à la fermeture de l'entreprise.

Mais pourquoi donc cette fermeture ? Déficit budgétaire peut-être ? Faillite ? Que non ! Tout va très bien au contraire pour les patrons du trust Carnaud qui a sous sa coupe la petite usine de Cournon. Mais tout irait mieux encore, pour eux (entendez il y aurait plus de profit) se sont dits les patrons en question, avant les vacances d'août, si cette usine n'existait plus. Car, et c'est là

l'explication entre autre, Carnaud restructure. Alors qu'il met à la rue les travailleurs, il construit d'autre part de nouvelles usines comme en Espagne ou en Afrique où il espère imposer des salaires encore plus bas. De plus, l'usine de Cournon pour la direction, c'est un peu et même beaucoup l'épine qu'il faut s'arracher du pied. Car depuis de longues années, les travailleurs de l'entrepr-

se ont été l'avant-garde de la lutte contre le trust, comme en 72 pour l'intégration des primes de production dans le salaire, pour le treizième mois, pour la qualité des transports.

Aujourd'hui, c'est l'occupation, une occupation active puisque par exemple, les travailleurs sont en train de mettre sur pied une exposition sur les problèmes de l'emploi dans la région, initiative qui se tiendra du 9 au 15 septembre.

A signaler que les sections syndicales CGT et CFDT ainsi que le comité d'entreprise, non dupes des promesses que Giscard a faites le 18 juin de faire « étudier » la situation de l'usine, l'ont invité pendant la semaine de l'exposition afin de lui faire « visiter les usines en difficulté ou en occupation » dans la région. On peut ouvrir les paris : Giscard risque d'être absent ce jour-là !

En cette rentrée de septembre, la direction croit

posséder semble-t-il un certain nombre d'atouts en sa faveur. Peut-être le fait par exemple, que Cournon est relativement éloigné de Clermont-Ferrand. En clair, cela s'appelle l'isolement, on l'a compris. Mais il semble qu'elle est fait un bien mauvais calcul. Les travailleurs ont vu l'intention et y font déjà face. Ainsi, d'ores et déjà, de nombreux contacts ont été pris avec les travailleurs en lutte de différentes usines de la région : Ollier, Amisol, en vue de coordonner et d'envisager des actions communes. Plusieurs sections syndicales CGT et CFDT ont donné leur accord. Mais faire reculer la bourgeoisie aujourd'hui, nécessite de construire un rapport de force d'une ampleur encore plus grande. C'est pourquoi la question de la jonction des luttes du point de vue national est à l'ordre du jour ici aussi. Comment avancer dans ce sens : ils participeront aux prochaines coordinations.

SCPC vivra !

LUTTES OUVRIÈRES

La rentrée de Séguy et Maire

DIVERGENCES SUR LA FORME
ACCORD SUR LE FOND

Séguy a été le plus rapide. A peine le super-impôt était-il annoncé qu'il proposait immédiatement une rencontre entre tous les syndicats pour «préparer la riposte». Le plan de la direction confédérale CGT est bien entendu directement commandé par les préoccupations du PCF. Il s'agit, sous couvert de lutter contre les nouveaux impôts en projet, de «rassembler tous les salariés» sans distinction pour «un front commun contre l'austérité». De l'OS au maigre salaire jusqu'au cadre supérieur aux revenus confortables, tous auraient les mêmes intérêts. Vieux refrain bien connu, mais qui commence à s'user. Dans les faits, le résultat d'une telle tactique revient, selon les vues du PCF, à faire défendre les privilèges des cadres et autres hauts-fonctionnaires par les travailleurs.

La réaction rapide de Séguy répond aussi à une autre préoccupation : la peur d'être débordés, de se trouver à la remorque.

C'est que ces messieurs du PCF ont bien senti que les travailleurs sont mobilisés et attentifs en cette rentrée : Quels mauvais coups nous prépare ce nouveau gouvernement Giscardien ? Austérité, lutte contre l'inflation, blocage des salaires...

Cet impôt nouveau, qui va encore en faire les frais ? Tels sont les sujets de discussions dans les usines au retour des

Séguy à St Ouen cet après-midi, Edmond Maire à Lyon ce soir, la «rentrée sociale» semble partir sur les chapeaux de roues. Chacun lançant des invectives au pouvoir, mettant le nouveau gouvernement en demeure de satisfaire les revendications et appelant les travailleurs à l'action.

Cette rentrée est bien évidemment axée sur l'augmentation des impôts (directs et indirects) que nous mijote en ce moment le «premier économiste» de France. La riposte à engager est l'objet d'après empoignades entre les leaders des principaux syndicats. Les violons sont mal accordés ; au moins pour le moment, car si des divergences apparaissent sur la forme, on est d'accord sur le fond, c'est-à-dire, le passage de la gauche en 78 comme solution à tous les problèmes des travailleurs.

congrès. Du point de vue des luttes (notamment pour l'emploi), des perspectives commencent à se dessiner. La coordination de Besançon rassemblera des dizaines d'entreprises en lutte les 10 et 11 septembre. Tout cela inquiète le PCF. Il a choisi de prendre «l'initiative» pour essayer de canaliser ce potentiel de lutte à son profit.

TRAFIC D'INFLUENCE

Du côté de la CFDT, on se fait tirer un peu l'oreille : «La proposition de la CGT s'adresse à un éventail d'organisations hétérogènes, dont les intérêts ne sont pas nécessairement convergents» affirmait-on hier à Montholon. D'accord ! mais on attend toujours des propositions de lutte de la part de la direction de la CFDT. Maire en fera-t-il ce soir ?

C'est toujours gênant pour l'image de marque de

la direction confédérale d'être pris de vitesse et de devoir se rallier comme ça à une initiative prise par d'autres, même si au fond on partage le même point de vue. Pour Maire, ce serait plutôt : «D'accord sur le fond, mais on va discuter un peu avant, on a des divergences sur la forme». Et puis, il y a les 40 % du congrès d'Annecy. Nombre de militants n'accepteront certes pas de se rallier au projet de la gauche sous la houlette du PCF. Car enfin, la direction CFDT soutient bien le programme commun ! Le problème qu'elle se pose, c'est de «tirer la couverture à elle», d'emmagasiner des forces en prévision de l'échéance de 78 et, pour le compte du PS, faire contrepoids à l'influence du PCF. Dans ces manipulations politiques, les intérêts des travailleurs ne sont pas lourds.

Barre a annoncé la couleur ! Son projet ne se différencie pas de celui de

son prédécesseur ; c'est toujours de faire supporter aux travailleurs l'essentiel du poids de la crise. Mais pour l'instant, la bourgeoisie est hésitante. Elle craint la riposte populaire. Les propositions de Séguy et Maire ne sont certes pas de nature à répondre à la situation ni à l'attente des masses populaires.

Ce qui est nécessaire, ce que réclame les travailleurs, c'est la construction d'une authentique unité populaire autour des usines en lutte. Les initiatives dans cette voie se développent. C'est bien ce qui inquiète Séguy-Maire.

Gérard PRIVAT

● UN DÉPUTÉ AUX CHAMPS !

Hier matin, environ cent cinquante éleveurs de Montagny, en Saône et Loire, mécontents des mesures dérisoires du gouvernement «d'aides» aux paysans victimes de la sécheresse, ont pris à partie le député UDR du coin et l'ont obligé à visiter une ferme. Celui-là au moins saura ce qu'est un bétail anémié qui n'a plus rien d'autre à brouter que de la paille. Et ce ne sont pas les 150 F par vache qui compenseront les dégâts !

A «la signalisation», le patron applique les directives de Barre ; F.O. le soutient

La «signalisation» est une boîte d'importance moyenne qui fait partie du trust ITT et qui travaille en sous-traitance pour les PTT (pose et réparation de matériels téléphoniques).

La majeure partie des ouvriers se déplacent de chantier en chantier et n'ont jamais l'occasion de se rencontrer, aussi la direction profitant de cet éparpillement des travailleurs, décide à la rentrée de supprimer la prime de déplacement qui constituait une part très importante du salaire.

Une première application du plan Barre : soi-disant pour lutter contre l'inflation, la bourgeoisie ne se contente plus de limiter la hausse des salaires : elle veut en plus, d'autorité, les baisser de plus de tiers !

Spontanément, la grève éclate le mardi 31 août, le mouvement est massif, jusqu'à 200 ouvriers se retrouvent chaque jour au siège social, rue Baudouin dans le 13^e arrondissement à Paris. Cette volonté de lutte très forte chez les travailleurs va se heurter non seulement à l'intransigeance du patron qui — argument classique aujourd'hui — menace de fermer la boîte mais aussi à la section F.O., seule présente sur l'entreprise. Celle-ci va tout faire pour casser le mouvement : «Contre ITT, on ne peut rien, le patron est le plus fort...» dit-elle !

Mais la volonté de se battre est évidente. En trois jours, 40 gars se syndiquent à la CGT et font appel à la centrale pour obtenir son appui, malheureusement, celui-ci n'est pas brillant : le délégué ne veut pas heurter le patron et ne prend pas en

main le soutien à la grève, alors que les gars parlent de populariser leur lutte et que l'idée de s'appuyer sur d'autres boîtes commence à faire son chemin. Mais F.O. accentuant son rôle de jaune et la confédération CGT n'organisant pas la moindre aide, la lutte est très difficile pour des ouvriers qui ne se connaissent pas pour la plupart et sont dispersés dans la région parisienne et même dans toute la France. Assez éccourés et sans perspectives claires, beaucoup de travailleurs ne viennent plus au siège alors que la direction n'accorde qu'un report de deux mois de la suppression de la prime en échange de l'arrêt immédiat de la grève. F.O. signe l'accord alors que l'immense majorité des travailleurs est déjà repartie.

Comme le claironnera leur délégué «j'avais téléphoné en province pour ordonner l'arrêt de la grève». Mais cela n'aura pas été une grève pour rien : la section CGT se constitue, de nombreuses discussions ont lieu : «Dans deux mois, on remet ça, dès l'arrêt de la prorogation, et cette fois, ça ne se passera pas comme ça : on se sera organisé».

Corresp. 13^e arrond.

● Les salaires des cadres supérieurs restent toujours quatre fois plus élevés qu'un salaire d'ouvrier, alors qu'en 54, le rapport était de 4,1 ; il était de 4,2 en 1972, selon le Centre d'Etudes et de Recherches des Coûts, dont fait partie Barre soi-même. Pendant la même période, le salaire des cadres moyens est resté le double de celui de l'ouvrier.

LE PRIX D'UNE LIBERTÉ...

Extraits de «Spécial Licenciements»

Expulsés à l'aube du 16 juillet, les travailleurs de l'IMRO en occupation depuis dix mois, brandissent avec fierté le drapeau de la révolte en poursuivant le combat. Exigeant avec force et ténacité, la réouverture de l'entreprise et le maintien des emplois. Depuis le 16 juillet, beaucoup d'événements se sont produits.

Tout d'abord, il faut noter que la riposte ne fut pas ce que nous attendions. Bien sûr, il ne fallait pas s'attendre à un mouvement d'ampleur un 16 juillet. Mais il est bon de rappeler que les responsables de ce manque de popularisation ainsi que ceux qui participent aux dénigrements envers la juste lutte des travailleurs de l'IMRO ne font que renforcer le pouvoir capitaliste dans sa politique anti-sociale.

Leurs actes seront jugés par l'histoire du mouvement ouvrier.

Le renforcement des luttes dans l'industrie graphique passera par des mots d'ordre combattifs. Nous ne pouvons accepter d'être livré au patronat pieds et mains liés. On n'oublie pas les expulsés des vacances. Les travailleurs en occupation de l'imprimerie se sont retrouvés un matin seuls, dans la rue.

OÙ SE TROUVE LA RIPOSTE ?

Aujourd'hui, nous sommes devant les portes blindées, gardées jour et nuit par les hommes du pouvoir, avec pour perspective un abonnement prolongé à l'Agence Nationale pour l'Emploi. Nous refusons cette situation. Nous n'avons rien non plus à atten-

dre de cette revendication cocardière que l'on avance dans nos instances fédérales : rapatriement des travaux effectués à l'étranger. Oh ! Miracle, la solution de l'emploi dans le Livre se trouve dans cette exigence. Mais on ferme les yeux, on ne veut pas poser les véritables problèmes des travailleurs des imprimeries de ces pays.

Notre combat se situe aujourd'hui dans un tournant du mouvement ouvrier français. Nous n'attendons pas 1978 pour exiger nos droits. Inutile alors d'épiloguer sur le remède des remèdes. Un certain programme que l'on voudrait unique et commun, à tous les travailleurs. Le système capitaliste ne s'écroulera jamais de lui-même si chancelant soit-il. La bourgeoisie et l'impérialisme ne se laisseront pas expulser

sans réagir. Seules les luttes des masses permettront à la classe ouvrière d'arracher sa liberté.

C'est pourquoi notre lutte rentrera dans un cadre d'unité et de coordination. Les travailleurs de l'IMRO dans leur forme d'action, comme le laisse entendre de mauvaises langues ne se trompent pas d'adversaire, mais ils savent par expérience que la classe ouvrière n'a aucun choix si elle ne résiste pas, si elle ne combat pas.

Syndiqués CGT du Livre que nous sommes, décidés aussi à participer d'une manière active à toutes les actions syndicales. Unitaires, en ayant aussi pour mission de redonner à cet outil de lutte qui est le syndicat du Livre CGT un éclat nouveau où rebrillera cette devise : «Bien être et liberté».

SPÉCIAL LICENCIEMENTS

JOURNAL DES TRAVAILLEURS DE L'IMRO SYNDIQUES C.G.T.



LA RUE Au Service du POUVOIR

À l'aube du vendredi 16 juillet la police expulse les travailleurs occupant l'imprimerie rouennaise

SOLIDARITÉ

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le petit déjeuner plus cher

Le gouvernement vient d'autoriser toute une série de hausses sur les produits qui composent notre petit déjeuner. Après le paquet de café qui est passé de 4,75 F fin juillet à 6,95 F début septembre, le «petit noir» coûtera 1,10 F au lieu de 1 F au comptoir des cafés. Le prétexte pour justifier cette hausse, ce sont les mauvaises récoltes au Brésil et en Afrique. En réalité, il s'avère que l'accord mondial devant intervenir de 30 septembre, les firmes constituent des stocks importants à des fins spéculatives. Les pays producteurs qui espèrent une hausse du café constituent des réserves (73 millions de sacs au niveau mondial). Le résultat c'est que le café devient peu à peu une boisson de luxe, pour le plus grand avantage des capitalistes. Avec le café, le chocolat en poudre augmente (de 0,42 F le kg), le chocolat en tablette de 1,12 le kg, les biscottes de 48 centimes, les pains spéciaux de 52 centimes. A signaler en outre la hausse de 5% des poissons surgelés et panés. Un avant goût de Barre.

Rocard pour le succès de Barre

Rocard, bras droit de Mitterrand au PS, vient de souhaiter bonne chance au premier ministre : «Je souhaite, a-t-il dit, que M. Barre réussisse, car la situation économique sera meilleure quand la gauche viendra au pouvoir».

Bien évidemment, Rocard ne dit pas ce qu'il voudrait dire la réussite de M. Barre : l'austérité sur toute la ligne pour les travailleurs, le chômage et les licenciements. On comprend pourtant que pour les gestionnaires loyaux du capital que sont les gens du PS, il soit nécessaire d'hériter, s'ils arrivent au pouvoir, d'une situation où la classe ouvrière aurait été battue et où on lui aurait fait payer la crise.

● Jean Kay, impliqué dans la disparition de Vathaire, le chef des services comptables de Dassault, parti avec huit millions de F, serait un ami de Jean Prévost. Ce dernier, ancien membre de l'OAS, impliqué dans l'attentat du Petit-Clamart contre De Gaulle, avait par-

ticipé à l'enlèvement du PDG de Phonogram, Louis Hazan. Ce qui fait penser que les groupes fascistes seraient à l'origine de l'affaire Vathaire. Jean Kay ayant lui-même participé à tous les sales coups fascistes depuis la guerre coloniale en Algérie.

Manifestations paysannes

Suite de la page 1

Rien de nouveau n'a transpiré du plan d'indemnisation défini par le gouvernement qui fixerait à six milliards le montant global de l'aide à verser. On sait toutefois que là où la colère paysanne se ferait trop pressante, les préfets, par une circulaire confidentielle, sont autorisés à modifier le classement par zone de leur département. Cela, en aucun cas, ne saurait satisfaire les paysans qui persévéreront dans leur lutte pour une indemnisation conséquente et pour s'opposer à la baisse de leurs revenus qui condamne les plus pauvres à une misère aggravée et à la ruine !

● Les menaces de licenciement se présentent dans le secteur agro-alimentaire. L'agence «Agra alimentation» a commencé à établir un premier bilan. La récolte de petits pois, de haricots, de céréales est inférieure à la normale. La récolte de betteraves est la plus mauvaise depuis 1959. Les patrons se saisissent de cette occasion pour restructurer et accroître la rentabilité de leurs usines. Des procédures de licenciement sont engagées dans l'industrie laitière. Par contre, dans l'abatage de viande où la production est supérieure de 20% à l'an dernier, on ne parle pas d'embaucher.



Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRM
Adresse Postale : BP 225, 75 924 PARIS Cedex 19
CCP 23 132 48 F PARIS
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

QUELQUES MENSONGES SUR LE CHOMAGE

«La crise est finie, le chômage va diminuer, tous ceux qui veulent travailler vont pouvoir trouver du travail».

Faux : La passagère «reprise», si elle a diminué le chômage partiel, s'est faite, non en ouvrant l'embauche, mais en augmentant la productivité. Selon les chiffres INSEE, le nombre de chômeurs n'a pas cessé de s'accroître au cours du premier semestre 1976.

Le taux de chômage prévu par le VII^e Plan pour 1980 est supérieur à celui de 1974 : environ un million et demi de chômeurs... dans le moins mauvais des cas, celui où l'expansion prévue est effectivement réalisée. Barre ne s'y engagerait certainement pas ; lutte contre l'inflation avant tout.

Cet argument («la crise est finie») est pourtant avancé par tous ceux qui veulent remettre en cause l'indemnisation des chômeurs, et pour affaiblir la vigilance de la classe ouvrière face au chômage.

«Les chômeurs sont payés à ne rien faire».

Faux : Si l'on admet (c'est le chiffre de la CGT) que le nombre de chômeurs était, fin 1975 de 1 376 600 : 58 %, soit 800 000 d'entre eux, ne touchaient aucune indemnité ; 9,3 %, soit 127 000, ne touchaient que l'Aide Publique, soit 13,50 F par jour ; 7,6 %, soit 105 000, ne touchaient que l'Assefic, soit 40 % du salaire pendant trois mois, puis 35 % pendant les neuf mois suivants ; 8 % seulement, soit 108 000,



touchaient les fameux «90 %».

Les autres touchent, soit l'Aide Publique plus l'Assefic, soit la garantie de ressources (70 % du salaire antérieur) soit l'allocation spéciale Fonds National de l'Emploi.

Plus que jamais, il faut imposer les justes revendications des chômeurs :
- tout chômeur inscrit doit être secouru,
- les 90 % du salaire doivent être garantis pendant au moins un an à tous les travailleurs licenciés,
- le SMIC pour tous les

jeunes et les femmes à la recherche d'un premier emploi.

«S'il n'y avait pas tant d'immigrés en France, il y aurait moins de chômage».

Ou, autre version : «Un pays dans lequel il y a 300 000 chômeurs mais où il y a plus de deux millions de travailleurs immigrés, n'est pas un pays dans lequel le problème de l'emploi est insoluble» (Chirac, février 76).

Faux : Selon les travaux d'une commission interminis-

térielle, le départ de 250 000 immigrés, soit environ 15 % du nombre de travailleurs immigrés en France, libérerait tout au plus 80 000 emplois pour les travailleurs français, en raison d'une diminution de la production industrielle qui s'ensuivrait. Plus simplement : depuis la mi-74, l'immigration est pratiquement stoppée en France, et un grand nombre de travailleurs immigrés sont repartis chez eux ou ont été expulsés. Pendant cette même période, le chômage a doublé.

Pour les capitalistes, «les travailleurs immigrés sont la main-d'œuvre d'appoint nécessaire pour faire face aux variations de la demande», selon la même commission interministérielle. C'est le système impérialiste, avec le pillage du Tiers Monde qui crée le chômage dans ces pays pour y disposer d'un réservoir de main-d'œuvre. Ce mensonge est donc répandu par la bourgeoisie dans la classe ouvrière pour mieux la diviser, et pour servir de justification aux campagnes racistes et aux expulsions d'ouvriers immigrés perpétrées par Ponia-towski.

«Une des causes du chômage, c'est que les chômeurs n'ont pas une qualification suffisante pour répondre aux besoins de l'économie».

Faux : D'une part, le nombre d'offres d'emploi est très largement inférieur au nombre de chômeurs (120 000 contre un million et demi de chômeurs).

D'autre part, la qualification professionnelle n'est pas du tout une garantie d'emploi. Trois ans après leur sortie de FPA, 50 % des anciens stagiaires n'occupent pas un emploi correspondant à leur qualification. Selon une étude réalisée en 1975, 33,5 % des jeunes salariés qui avaient bénéficié d'un enseignement professionnel initial ne sont pas parvenus à l'exercice d'un métier qualifié.

Au cours des cinq dernières années, le pourcentage de «chômeurs diplômés» a doublé.

Selon une enquête de l'ANPE de Douai, en octobre 74, la moitié des chômeurs entre dix-huit et vingt-cinq ans avaient un CAP ou un BEP en poche.

Ce mensonge est développé par la bourgeoisie pour entretenir des illusions sur la formation professionnelle comme solution au chômage, et pour justifier une main-mise accrue du patronat sur l'éducation. Celle-ci aboutirait à une formation au rabais, valable pour un seul emploi précis et donc sans garantie en cas de «reconversion» : c'est «l'école de la crise» que Haby met en place.

Paul GAUVIN

Mise au point du mouvement occitan «Volem Viure Al Pais»

Judi 2 septembre, dans l'Aude, le mouvement V.V.A.P. a tenu à dénoncer devant la presse, la campagne de calomnies et les menaces sur leur organisation.

«Des milliers d'auto-collants ont été affichés dans la région de Leuc, de Cavanac, dans tout le Carcassonnais, dans le Val Dagne, sur la route de Corbières et jusque dans les Hautes Corbières, nous faisant passer pour des racketteurs».

Certains viticulteurs ont trouvé ces auto-collants sur leurs portes, d'autres ont vu leur boîte aux lettres bombardées. En général, tous les viticulteurs sympathisants du mouvement occitan et les viticulteurs en pointe dans la lutte ont vu ces nouvelles auto-collants, par exemple,

ils sont venus jusque dans la propriété de Cases, dirigeant des Comités d'Action Viticole de l'Aude. Pour nous, il est clair que c'est un groupe organisé. Nous faisons la liaison entre ce groupe et le groupe qui agit en Corse, sous le nom de «Justicia et Libertat» qui a fait des attentats contre des autonomistes en octobre et novembre 75.

Toujours est-il que dans la région, en ce qui concerne V.V.A.P., cette campagne vient après une série de menaces depuis avril, mai et juin, menaces que nous avons tues jusqu'ici. En plus des lettres de menaces anonymes que plusieurs ont reçues, nous signalons que Mari, chanteur occitan, a eu à faire, fin juin, à deux viticulteurs qui ont essayé de le

«foutre en l'air» pendant cinq kilomètres. Il revenait de chanter dans une fête. Quelques jours après, il recevait une lettre anonyme disant : «On t'a manqué, arrêtes de chanter en occitan...». Deux hypothèses sont possibles, ou c'est le SAC qui reprend du service, ou c'est une antenne de «barbouzes» qui est venue pour diviser et faire peur. Dans un premier temps, nous portons plainte contre X auprès du Procureur de la République et ensuite nous contactons toutes les organisations démocratiques comme les syndicats, et le CRAV (Comité Régional d'Action Viticole) pour les mettre en garde ; nous allons aussi tenir plusieurs réunions d'information dans les villages».

KISSINGER-VORSTER DANS L'IMPASSE

A Zurich, plusieurs milliers de manifestants ont protesté ce week-end contre la présence à Zurich de Vorster, venu rencontrer Kissinger. Après cette rencontre, un communiqué commun faisait état de « progrès » dans le sens d'une « solution aux problèmes de l'Afrique Australe », c'est-à-dire dans le sens du maintien du pouvoir raciste.

Mais on ne voit pas bien quels sont ces progrès, c'est-à-dire les concessions ou les nouvelles manœuvres que Kissinger a bien pu suggérer à Vorster. La seule chose qui change, c'est le vocabulaire de Vorster, qui n'a que le mot de paix à la bouche, alors que son armée et sa police déportent, emprisonnent et assassinent en Afrique du Sud et en Namibie. En ce qui concerne la Rhodésie, Vorster a affirmé qu'il n'exerçait pas de pression sur le gouvernement de Smith et que pour qu'il y ait une solution pacifique, « il faudrait que les Noirs s'entendent entre eux ».

En disant cela, Vorster utilise ses méthodes habituelles de division des Africains : en réalité, depuis le mois de mars, les manœuvres de Smith pour tenter de se concilier certains dirigeants des mouvements de libération du Zimbabwe ont échoué. Vorster et Smith ont tort de miser sur les contradictions entre mouvements de libération, car le fait est que la lutte armée se développe au Zimbabwe et qu'il ne se passe pas de semaine sans que l'armée raciste tombe dans une embuscade ou que des voies de communications soient coupées. Sur

la Namibie, Vorster a déclaré que la SWAPO n'était « qu'un parti parmi vingt autres ».

Mais alors pourquoi fait-il traquer, torturer et assassiner les militants de ce parti ? Il a ajouté que « c'est aux représentants élus de la Namibie de décider de son sort », oubliant de préciser que c'est son régime avec une armée d'occupation qui organise ces élections !

Quant à la situation en Afrique du Sud, Vorster n'en a pas parlé, mais il est probable qu'elle a également été l'objet des préoccupations des deux compères. Vorster réunira vendredi prochain le congrès de son parti, sans doute pour essayer de faire accepter aux racistes les plus bornés quelques con-

cessions permettant de sauver l'essentiel.

De son côté, Kissinger a déclaré qu'il était prêt à rencontrer n'importe quel dirigeant africain. Il a envoyé son adjoint Schaufele en Tanzanie où se réunit actuellement la conférence des chefs d'État et des dirigeants des mouvements de libération d'Afrique Australe. Il a transmis les offres de service de son patron. Mais il n'est pas du tout évident qu'elles seront bien accueillies, car les gouvernements africains, fermes dans leur soutien à la lutte armée des peuples d'Afrique Australe, n'attendent pas grand-chose de ce soi-disant médiateur, en fait défenseur des positions de l'impérialisme US en Afrique.

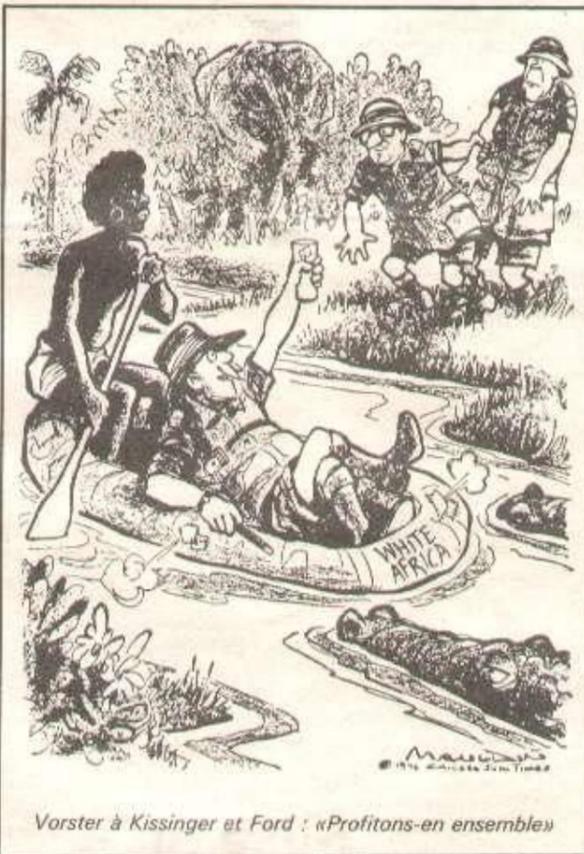
J.P. CHAMPAGNY

LE CAP : « PLUS RIEN NE SERA COMME AVANT »

« Plus rien ne sera comme avant », c'est ce que disent aujourd'hui les métis du Cap après la féroce répression des manifestations de jeudi et vendredi. C'est toute une politique de paternalisme envers les « coloured » qui s'effondre. Alors qu'on leur avait concédé un droit de vote limité, des emplois mieux payés que ceux des Noirs et le droit de se loger dans les zones blanches, les « coloured », victimes de la logique raciste de l'apartheid dans de nouveaux ghettos créés à leur intention. De fait, leur condition se rapproche de plus en plus de celle des Noirs. Quelques semaines après le début du mouvement des Noirs, les métis rejoignent donc massivement leur lutte sur les mêmes

bases : c'est ainsi qu'à plusieurs reprises, au Cap, les jeunes métis se sont dirigés vers le ghetto africain de Guguletu pour montrer leur solidarité ; c'est ainsi qu'on a pu entendre des métis déclarer : « Nous ne sommes pas des « coloured », appelez nous « noirs » et reprendre le slogan du « Pouvoir noir ».

La politique d'apartheid qui consistait à diviser et morceler au maximum le peuple d'Afrique du Sud en une infinité de « tribus » et de catégories pour assurer le pouvoir de la minorité blanche, cette politique fait aujourd'hui faillite. Car le peuple d'Afrique du Sud construit aujourd'hui son unité dans la lutte contre le pouvoir raciste.



Vorster à Kissinger et Ford : « Profitez-en ensemble »

Liban : PRÉPARATIFS DE GUERRE ET HÉSITATIONS DE ASSAD

A Tripoli, les combats ont connu une nouvelle escalade au cours du week-end. Il en est de même sur les trois autres points, Beyrouth, la montagne et Jezzine qui constituent les quatre fronts que le président syrien envisage d'ouvrir dans l'offensive qu'il prépare, au cours de démarches nombreuses qu'il présente comme des préparatifs pour un plan de paix.

Depuis la visite de Sarkis, à Damas, tous les dirigeants réactionnaires viennent les uns après les autres rendre visite au chef d'État syrien. A la fin de la semaine dernière, c'était le responsable chiite Moussa Sadr qui avait basculé du côté syrien et qui a livré le quartier de Nabaa aux phalanges au mois d'août. Hier, c'était Pierre Gemayel, demain ce sera Camille Chamoun. A travers ces rencontres, Assad cherche à se gagner l'appui de toutes les forces réactionnaires du Liban ainsi que des personnalités encore hésitantes, telles que Saeb Salam, notable musulman, les unifier sous sa direction pour avoir une base la plus large en lançant des attaques violentes contre le mouvement patriotique libanais et la Résistance, les combats actuels en étant la préparation directe.

« DES OFFICIERS SYRIENS NOUS ONT APPROVISIONNÉ EN MUNITIONS »

Ces visites traduisent surtout les hésitations du régime syrien qui, tout en multipliant ses troupes d'occupation au Liban, sait que des attaques de grande ampleur rencontreraient une puissante résistance qu'il ne pourrait

vaincre rapidement. Il sait aussi que des réticences existent dans l'armée syrienne-même, pour organiser le massacre des populations libanaises et palestiniennes, qui sont mobilisées pour résister. Il sait qu'en Syrie-même sa position devient plus fragile au fur et à mesure que l'agression se poursuit au Liban. Une nouvelle preuve en a été donnée par le responsable militaire de Fatah qui déclare : « Les forces syriennes avaient reçu l'ordre de rentrer dans Beyrouth (en juin dernier)... Elles avaient des listes de dirigeants à exécuter... Mais les officiers syriens n'ont pas exécuté ces ordres de façon sérieuse. Et je peux révéler que certains d'entre eux nous ont même approvisionnés en munitions ».

Le report de la réunion au sommet des pays arabes permet à Assad de n'avoir aucun obstacle de ce côté pour poursuivre son agression. Les régimes arabes qui ont favorisé ce report ont laissé délibérément les mains libres au régime syrien pendant au moins six semaines. C'est au moins de leur part un accord tacite pour qu'il liquide la Résistance Palestinienne et étrangle le mouvement patriotique libanais. Certains de ces pays lui ont facilité la tâche en déclenchant dans leur propre pays une attaque contre la Résistance comme c'est le cas du Koweït. Autour des tentatives de Assad se regroupe toute la réaction arabe et même le chah d'Iran qui livre des chars aux phalanges pour liquider le principal mouvement révolutionnaire du monde arabe, qui rencontre un large soutien parmi tous les peuples arabes.

Kissinger à Paris

NOUVELLES PRESSIONS AMÉRICAINES

« Depuis des années, les Etats-Unis subissent un préjudice commercial parce que les importations nucléaires sont soumises à un contrôle plus strict. Nous n'avons jamais vendu d'usine pour le retraitement ou pour l'enrichissement de l'uranium. Nous n'avons donc pas la possibilité d'utiliser la vente de telles usines pour faciliter celle de centrales qui coûtent beaucoup plus cher », déclarait récemment le directeur de l'agence américaine pour le contrôle des armements. Déclaration particulièrement importante à la veille du passage de Kissinger en France où il doit arriver aujourd'hui.

La vente d'une usine de retraitement au Pakistan par la France rencontre une violente opposition de Kissinger qui a exercé un véritable chantage au Pakistan, le menaçant d'abord de cesser toute aide, puis il lui proposa d'accroître considérablement celle-ci en échange de la renonciation à l'équipement français.

La démarche de Kissinger, si elle a un arrière plan commercial dans la concurrence qui oppose les pays impérialistes pour les marchés nucléaires, ne se limite pas à cela. Une usine de retraitement permet de fabriquer des armes nucléaires. Ce que Kissinger refuse pour

le Pakistan, comme pour la plupart des pays du Tiers Monde, car cela remet en cause le monopole sur les armes nucléaires que les USA partagent avec l'URSS et qu'il veut empêcher de s'effriter trop vite. Que ces armes soient élaborées sans contrôle étroit des USA est une seconde menace pour Kissinger qui veut contrôler le plus étroitement possible les pays riverains de l'Océan Indien.

Le voyage de Kissinger à Paris sera-t-il une nouvelle tentative pour exercer des pressions sur Giscard pour l'obliger à renoncer à ce marché ?

LE CONGRÈS DES SYNDICATS BRITANNIQUES

MARCHE DES CHÔMEURS AUX PORTES DU CONGRÈS

Le Congrès des Trade Unions (syndicats) britanniques s'ouvrira hier à Brighton. Ce Congrès s'annonce difficile pour la direction des syndicats qui devra répondre du chèque en blanc qu'elle a donné au gouvernement travailliste. Les dirigeants des Trade Unions avaient en effet accepté un plafonnement des augmentations de salaires (4,5 % alors que l'inflation est presque de 20 %) en échange de promesses du gouvernement sur la réduction du chômage. Or le nombre des chômeurs atteint actuellement un million et demi (6,4 % de la population active) et devrait continuer à augmenter. Un millier de

chômeurs venant de Londres ont organisé une marche en direction de Brighton pour revendiquer le droit à l'emploi. En même temps, plusieurs milliers de travailleurs ont commencé une « grève sauvage » en dehors des syndicats depuis jeudi aux usines d'automobiles British Leylands.

Une délégation des syndicats a été reçue mercredi dernier par le premier ministre Callaghan, mais il ne semble pas qu'elle ramène de promesses pouvant permettre aux dirigeants syndicaux de faire face à la colère des travailleurs. Alors que le gouvernement travailliste

prépare un nouveau budget d'austérité, un désaveu des syndicats lui porterait un coup sévère.

En effet, les Trades Unions sont affiliés au parti travailliste et en constituent la base populaire. C'est leur caution et leur pratique de collaboration de classes qui permet aux travaillistes de gérer la crise aux dépens des travailleurs. Mais ce modèle de « consensus social » à coup de contrats entre directions syndicales et gouvernement, que Giscard nous donne en exemple risque d'être soumis à rude épreuve par les travailleurs de Grande-Bretagne.

INTERNATIONAL

TÉMOIGNAGE SUR LA COLLABORATION
DES POLICES D'AMÉRIQUE LATINE

LE MASSACRE EN ARGENTINE

Un réfugié politique uruguayen venu récemment en France nous a donné son témoignage sur la situation en Argentine aujourd'hui. La répression la plus brutale s'est abattue sur les réfugiés politiques après la mort de Peron, notamment. L'Argentine était le seul pays d'Amérique Latine, après le coup d'Etat du Chili où les militants pourchassés par les fascistes dans leur pays - ils étaient des milliers - pouvaient se réfugier. Aujourd'hui, après le coup

d'Etat, c'est un véritable piège pour eux. Toutes les polices d'Amérique Latine pourchassent les réfugiés, les meurtres et les disparitions sont nombreux, et toutes les polices prétendent qu'elles n'y sont pour rien, que c'est l'œuvre de groupes incontrôlés. Ce témoignage dénonce ce mensonge grossier qui veut masquer la politique d'extermination des opposants mise en place par les régimes fascistes, même les enfants de réfugiés en sont victimes.

— Quotidien du Peuple : Comment es-tu parvenu à te rendre en Argentine ? Quelle était la situation des réfugiés dans ce pays ?

— A partir de 1972, la répression était très violente en Uruguay et les forces armées s'attaquaient à tout le peuple uruguayen. J'ai été emprisonné deux ans en Uruguay. Après ma sortie de prison, les persécutions policières se sont poursuivies, je suis parti en Argentine, comme beaucoup en 1974.

Nous entrions soit clandestinement, soit avec des papiers. Après le coup d'Etat du Chili, la répression s'est encore accentuée en Uruguay et en Bolivie, les militants se rendaient en Argentine où avec Peron, il était possible de vivre là-bas. C'était dur parce que nous n'avions pas de statuts de réfugiés.

LA COLLABORATION
DES POLICES

Quand la droite d'Argentine a eu tout le pouvoir, les polices uruguayenne, bolivienne et argentine, ont poursuivi ensemble les militants des différents pays. Cela a commencé fin 1974 : trois militants uruguayens ont été enlevés en Argentine, conduits en Uruguay, où ils ont été torturés. Un enfant de trois ans qui était avec eux a disparu depuis cette date.

— QdP : Comment les polices procédaient-elles ?

— En février 74, il y eut une réunion des polices d'Argentine, d'Uruguay, du Chili et de Bolivie qui organisa la chasse internationale des militants en Argentine. La police politique d'Uruguay, campos Ermisa, se rendit dans un foyer des Nations-Unies en Argentine. Ils viennent avec une voiture de police, disent qu'ils sont de la police fédérale argentine, département 50. Un commissaire uruguayen descend de la voiture, entre dans le foyer et arrête trois réfugiés uruguayens.

Les polices des autres pays qui collaborent ensemble disent qu'elles ne sont pour rien dans ces enlèvements, que ce n'est pas la police argentine ni la police uruguayenne qui fait cela, mais des groupes

para-policiers qui opèrent. En fait, c'est directement eux qui le font.

On connaît leur brutalité : en novembre, un fonctionnaire militaire de l'ambassade s'est fait assassiner ici à Paris. En Uruguay, tous les détenus ont été à nouveau torturés. Cela a duré trois mois.

APRÈS LE COUP D'ETAT

Après le coup d'Etat en Argentine, ils ont décidé que tous les étrangers en

des affrontements, c'est simplement qu'ils ont abattu des militants. Dans un village, La Pluta, il y a même un four crématoire.

C'est différent du Chili : il n'y a pas eu de massacres massifs, mais si on regarde tout ce qui se passe en Argentine, c'est encore pire. Chaque jour, il y a vingt ou trente personnes assassinées, torturées.

— QdP : Comment vivais-tu en Argentine ?

noncer les conditions des réfugiés en Argentine, que nous avons adressée à tous les pays européens. Certains, comme la Hollande, prétendaient qu'il n'y avait pas de problèmes pour les réfugiés uruguayens en Argentine, et donc ne délivraient aucun laissez-passer pour qu'ils puissent sortir d'Argentine. Nous dépendons entièrement de ces laissez-passer, car nous n'avons aucun papier, ni passeport. Si les pays européens ne nous donnent



La chasse aux réfugiés politiques et aux militants révolutionnaires et syndicalistes organisée par l'armée.

Argentine qui avaient une condamnation devaient quitter le pays dans les cinq jours. C'est pourquoi de nombreuses personnes qui n'étaient pas réfugiées jusqu'alors aux Nations Unies s'y sont réfugiées et logent dans un foyer des Nations Unies.

Les responsables du coup d'Etat en Argentine prétendaient qu'ils voulaient assurer la sécurité de tous, mais en réalité c'est encore pire.

La police a voté un carnet d'archives des Nations-Unies sur lequel se trouvaient des noms de tous les réfugiés. Ce même jour, vingt quatre Chiliens et Uruguayens ont été en prison.

Parfois, ils creusent des tunnels dans les prisons vers l'extérieur pour que les prisonniers s'évadent et quand ceux-ci sortent du tunnel, ils sont abattus. Ils appellent ça la « loi de la fuite ». Tous les jours, ils fusillent trois ou quatre prisonniers. Souvent quand ils disent qu'il y a eu

— Je faisais différents métiers pour vivre : maçon, tapissier. Après le coup d'Etat, je me suis réfugié dans un foyer des Nations Unies à Buenos Aires en attendant de pouvoir me rendre dans un pays européen.

DES MILLIERS DE
RÉFUGIÉS À SAUVER

Un ami et moi avons écrit une lettre pour dé-

pas de papiers, nous ne pouvons sortir.

Il faut que les pays d'Europe délivrent des laissez-passer. Il reste de nombreux réfugiés dans les foyers des Nations Unies. Et il y a aussi de nombreux réfugiés uruguayens qui sont toujours clandestins, qui ne se sont pas encore fait connaître à l'ONU, qui eux aussi doivent pouvoir sortir.

CHYPRE

Le commando qui avait détourné un avion hollandais samedi soir, s'est rendu dimanche dans la soirée. Il demandait la libération de plusieurs prisonniers politiques en Israël. L'OLP a condamné ce détournement et a déclaré que « de telles actions terroristes ne servent pas la cause palestinienne et exposent inutilement la vie de personnes innocentes ».

USA

Le chômage est très élevé aux États-Unis, et il augmente régulièrement : pour le troisième mois consécutif le taux de chômage est en hausse passant de 7,8 à 7,9 %. Encore faut-il souligner que ce taux est beaucoup plus important parmi les travailleurs noirs, portoricains et « chicanos ».

LE TRAITÉ ANTI - TERRORISTE

L'EUROPE DES
POLICES CONTRE
LES RÉFUGIÉS
POLITIQUES

18 ministres de la justice européens ont mis au point un « traité anti-terroriste » qui doit être approuvé le 22 septembre prochain au Conseil de l'Europe. D'après ce traité, l'asile politique ne serait plus accordé aux auteurs d'attentats et les personnes recherchées par la police d'un Etat pour une telle accusation, seraient immédiatement extradées.

Poniatowski n'a pas attendu la signature de ce traité pour expulser en Espagne des prisonniers politiques basques, pour laisser la police espagnole venir enlever des réfugiés en France. La mise au point de ce traité menace directement des milliers de réfugiés politiques en Europe, en France particulièrement.

Une loi adoptée en Irlande du Sud après un accord similaire entre ce pays et l'Angleterre est un peu le modèle de cette collaboration policière à l'échelle de l'Europe. Selon « La criminal law jurisdiction act », toute personne accusée de crime en Angleterre et en Irlande du Nord peut être jugée aussi

bien en Irlande du Sud qu'en Angleterre. Ainsi quelqu'un qui s'est enfui d'une prison anglaise ou d'un camp de concentration britannique peut être condamné à sept ans de prison en Irlande du Sud.

Le modèle anglais préfigure ce que recherchent les ministres de la justice européens : sous couvert de lutte contre le terrorisme, tout réfugié politique pourra être ainsi condamné dans tous les pays européens. Cette loi dite « loi anti-terroriste » prépare en fait la chasse aux militants révolutionnaires dans toute l'Europe. Elle constitue une menace immédiate contre les réfugiés politiques d'Amérique Latine qui arrivent d'Argentine, pour les réfugiés politiques espagnols. Mais en même temps, elle prépare la chasse aux opposants dans toute l'Europe, en prévision des affrontements de classe importants qui s'annoncent dans de nombreux pays. Elle complète l'Europe des polices, instaurée par la collaboration de nombreuses polices européennes autour de Poniatowski et de la police allemande.

en bref... en bref...

● POLOGNE-URSS :

Dans le cadre du COMECON, un nombre de plus en plus grand d'ouvriers polonais (5 700) sont obligés d'aller travailler en URSS pour l'installation du gazoduc et de l'oléoduc d'Orenbourg. Le nombre des ouvriers polonais exploités par le social-impérialisme devrait tripler, selon la presse russe.

● IRAN :

Après l'expulsion d'un « diplomate » en Suisse qui s'est révélé être un agent de la SAVAK (police politique iranienne), la Ligue des Droits de l'Homme suisse dénonce l'ambassadeur et d'autres diplomates comme étant également des agents de la SAVAK.

● PORTUGAL :

Gouveia, ancien numéro trois de la PIDE, tortionnaire notoire, vient d'être libéré par le gouvernement de Soares. Il ne reste plus que dix agents de la PIDE en prison.

POLOGNE

Gierek a annoncé que, « En raison de la sécheresse », les récoltes seraient mauvaises et l'approvisionnement en viande difficile. Il a fait appel à la « discipline » des travailleurs et a demandé la collaboration de l'Église.

● NORVEGE :

La Norvège veut étendre sa zone économique exclusive à deux cents mille marins. L'URSS va sans doute tout faire pour l'empêcher : ses navires de pêche exploitent largement les zones concernées. Par ailleurs, l'URSS veut même utiliser les eaux territoriales norvégiennes pour le passage de ses navires de guerre vers la mer du Nord.

JORDANIE

Hussein a passé un accord pour la livraison de missiles américains Hawk à l'armée jordanienne. Cet achat est financé par l'Arabie Saoudite. Rappelons qu'Hussein avait négocié un contrat de missiles avec l'URSS.

IRAN

Trois révolutionnaires ont été tués par la police du Shah à Téhéran. Ils avaient participé à l'attentat contre les conseillers militaires de la firme Rockwell.

URSS : un pilote russe, voulant passer aux USA s'est posé au Japon avec un MIG 25. Il s'agit d'un des avions les plus perfectionnés de la chasse russe.

L'INFLATION UNE MALADIE DU CAPITALISME

Par Jacques DUBREUIL

«L'objectif principal de la politique du nouveau gouvernement sera de lutter contre l'inflation». La bourgeoisie a relancé sa campagne contre l'inflation, présentée comme responsable de tous les maux, du chômage, de la baisse du franc, etc... Elle ne fera guère illusion : c'est le 9^e plan «anti-inflation» solennellement annoncé par le gouvernement depuis 1973, les précédents ayant eu les résultats que l'on connaît. Une fois de plus la lutte contre l'inflation ne sert que de paravent à une nouvelle offensive contre les travailleurs. La bourgeoisie a-t-elle pour autant intérêt à laisser se développer l'inflation, où est-elle seulement impuissante à la maîtriser ?

L'INFLATION : UN MAL CARACTÉRISTIQUE DES ÉCONOMIES CAPITALISTES

L'inflation n'est pas qu'une simple hausse conjoncturelle des prix, qui ne serait due qu'à l'effet de la loi de l'offre et de la demande. C'est un phénomène de hausse générale et persistante, qui affecte la quasi-totalité des produits. L'inflation, si elle a existé à certaines périodes dans les sociétés précapitalistes, a connu un véritable essor avec le capitalisme, et plus particulièrement depuis sa phase impérialiste. Les prix en France ont été multipliés par 500 depuis 1914, et la dernière année de baisse des prix remonte à 1953 (et auparavant à 1935).

Depuis le début de la crise, l'inflation s'est accrue très fortement pour atteindre 10 à 15 % par an. A ce dernier

rythme les prix doublent tous les 5 ans ! Tous les pays capitalistes sont touchés, mais à des degrés divers : les USA (7,8 % en 75) l'Allemagne (6,1 %) le sont moins que la France (11,7 %) et surtout que l'Italie (17 %) et la Grande Bretagne (22,1 %), ou que la plupart des pays du Tiers-Monde. Les pays soumis au social-impérialisme sont moins épargnés, ainsi que l'ont rappelé les manifestations des ouvriers polonais contre les hausses de 30 à 50 % de produits de première nécessité.

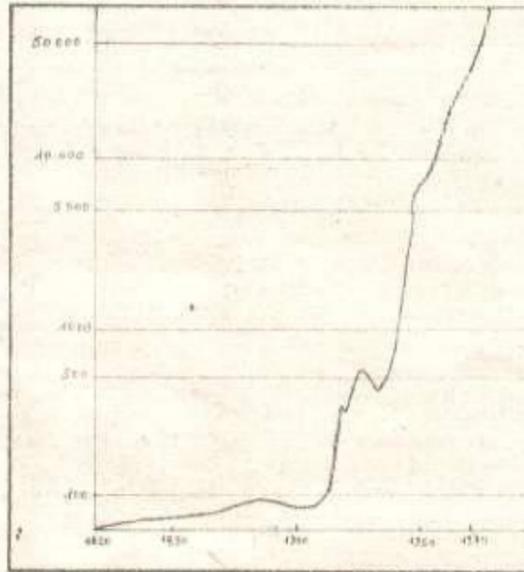
Seuls les pays socialistes sont épargnés. En Chine, les prix à la consommation n'augmentent pas, et même baissent à mesure de l'amélioration de la production.

L'INFLATION AU CŒUR DES CONTRADICTIONS DE L'IMPÉRIALISME

D'où vient la hausse des prix ? Pour y comprendre quelque chose, il nous faut aller voir ce qui se passe là où les prix sont fixés, c'est-à-dire dans les bureaux des patrons.

Un capitaliste fixe les prix d'un produit à partir des coûts de production (qui comprennent salaires, matières premières et investissements), auxquels il ajoute une marge, calculée pour qu'il réalise un taux de profit

qui lui paraisse «convenable». Cette marge n'est que la part de plus-value qu'il a extorquée à ses ouvriers, et qui lui revient. La concurrence assure simplement l'égalisation entre l'offre et la demande, à court terme par la fluctuation des prix autour de la valeur, à moyen terme par l'égalisation des taux de profit et l'orientation des investissements qui en découlent.



L'évolution des prix à la consommation en France depuis 1820

Le capitaliste essaie toujours d'augmenter son taux de profit. Pour cela il tente d'abord d'accroître l'exploitation de ses ouvriers (en augmentant les rendements, en bloquant les salaires), en essayant aussi de récupérer une grande part de plus-value (par exemple par l'obtention de prix moins élevés pour ses matières premières), en limitant les investissements (en économisant sur la sécurité et les conditions de travail notamment). Ce sont là les solutions habituelles, «normales», pour augmenter le taux de profit en système capitaliste.

Mais elles ne peuvent pas toujours être mises en œuvre. Le capitaliste peut avoir à accorder une augmentation de salaires sous la pression des luttes de ses ouvriers, ou à acheter de nouvelles machines pour maintenir sa productivité au niveau de ses concurrents, ou encore pour faire face à une augmentation du prix des matières premières. La seule solution qui lui reste alors pour maintenir son taux de profit, c'est d'augmenter les prix de ses produits. Mais cela ne constitue qu'un pis aller : une augmentation des

prix risque de lui faire perdre des clients, et par conséquent n'est possible, durablement, que si ses concurrents, les autres capitalistes, ont à faire face aux mêmes difficultés. Elle est facilitée par la concentration des entreprises, les groupes financiers les plus importants disposant alors d'une situation de monopole qui leur permet d'imposer leurs prix, et par les ententes de tous genres entre capitalistes, en liaison plus ou moins directe avec le gouvernement.

L'inflation est ainsi la résultante des contradictions du système impérialiste :

- entre capitalistes et travailleurs
- entre capitalistes et producteurs de matières premières.

Ces derniers sont essentiellement les pays du Tiers-Monde et les paysans.

- entre capitalistes français et capitalistes étrangers
- entre capitalistes des différents groupes, des différentes branches,...

L'inflation est donc une question essentiellement politique, résultant de l'évolution des rapports de force correspondant à ces contradictions.

NE PAS FAIRE PLUS DE BÊTISES QUE LES VOISINS

L'objectif n'est pas en effet, pour la bourgeoisie, de supprimer l'inflation, mais seulement de la contenir dans des limites qui n'entament pas trop sa situation par rapport aux autres pays capitalistes. Giscard avait défini la politique à suivre dès 1970 : «il ne faut pas faire plus de bêtises que les voisins». Aussi les bourgeoisies capitalistes essaient-elles toutes de reporter leurs difficultés sur les autres pays, en jouant de tous les moyens : pressions politiques, commerciales et finan-

cières, manipulation des taux de change, etc... Il n'est pas étonnant de constater que ce sont actuellement les USA et l'Allemagne qui connaissent l'inflation la plus faible, alors qu'elle affecte beaucoup plus la Grande Bretagne et l'Italie, et plus encore les pays du Tiers-Monde les plus soumis à l'impérialisme (tels que le Brésil et l'Argentine — dans ce pays, l'inflation a atteint un rythme de 1% par jour). Ces différences traduisent les rapports de force entre les pays capitalistes.

LES PROJETS DU GOUVERNEMENT

Le réaménagement des rapports de forces, notamment avec les pays du Tiers-Monde, qui a provoqué le déclenchement de la crise, a eu pour conséquence une flambée des prix. C'était en effet pour la bourgeoisie la solution la plus facile pour tenter de maintenir, dans l'immédiat, son taux de profit. Mais cela n'est supportable qu'un temps, d'où la définition de politique de

crise par les différents gouvernements des pays capitalistes, qui visent au même résultat en évitant un recours massif à l'inflation. C'est d'autant plus urgent pour la France qu'elle ne peut guère compter peser sur les cours des matières premières, ou augmenter ses prix à l'exportation, en raison de sa situation relativement faible dans le monde impérialiste.



La bourgeoisie française était divisée sur les solutions. La constitution du nouveau gouvernement marque la volonté de forcer la résistance des milieux les plus traditionnalistes, et de poursuivre plus rapidement et plus fermement la mise en œuvre de la politique de crise. On peut donc s'attendre à une offensive encore plus brutale contre les salaires.

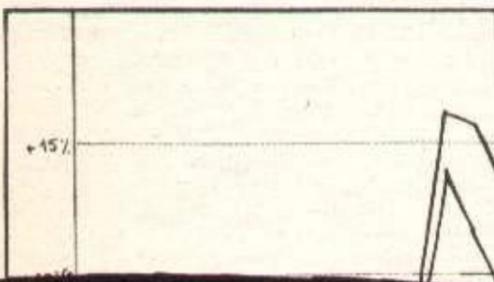
Le gouvernement montrera l'exemple en bloquant les salaires dans la Fonction Publique, et incitera les capitalistes à résister aux revendications, par exemple en remettant en vigueur la «taxe conjoncturelle» qui frappe les entreprises qui accordent des hausses de salaire.

LE RÔLE DE L'ÉTAT

L'inflation n'est pas un processus «normal» : le pillage du Tiers-Monde, l'exploitation des travailleurs, le financement des investissements, passent, en système capitaliste, par l'État.

port à leurs concurrents étrangers, elle est enfin difficilement contrôlable.

Aussi depuis longtemps l'État, en tant que représen-



**1^{er}
ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

Voici déjà près d'un an que le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux reportages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abon-

nements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards passés dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies..., dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- *Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

*Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs managés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
 - ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
 - ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

- Réception de la brochure Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml.

Santé

UN BON PETIT DÉJEUNER

Beaucoup d'entre nous ont pris le temps, pendant les congés, de déjeuner le matin. Avec le travail qui reprend, la fatigue qui nous fait rester au lit le plus tard possible, le pli est vite pris : petit déjeuner supprimé.

Notre organisme a besoin d'une alimentation équilibrée, régulièrement répartie dans la journée : enfant ou adulte, il est aberrant de rester quasiment à jeun depuis le repas du soir jusqu'au lendemain midi et de grouper deux gros repas sur huit heures.

Cela favorise en fin de matinée, les malaises dus à la baisse exagérée du taux de sucre sanguin, les accidents.

Cela favorise aussi la tendance à l'obésité, aux maladies cardio-vasculaires de la quarantaine.

Pour ceux qui veulent maigrir :

La ration alimentaire de la journée doit être fragmentée le plus possible dans la journée pour être mieux absorbée, digérée. Un seul gros repas est stocké et constitue des réserves, trois

ou quatre repas sont digérés et éliminés.

QUE MANGER AU PETIT DÉJEUNER ?

Un petit déjeuner long à préparer, à cuisiner, ne deviendra pas une habitude, on se fatiguera vite et on l'abandonnera, faute de temps.

Il vaut mieux s'habituer à un déjeuner nourrissant, mais vite fait.

QUE DOIT APPORTER LE PETIT DÉJEUNER ?

Un tiers ou un quart de la ration de calories et de protéides des 24 heures doit être absorbé le matin avant de sortir (surtout en période de froid) six cents à mille calories.

Les calories sont apportées par tous les aliments à des quantités qui varient : de l'assiette de tomates qui apporte cinquante calories jusqu'à l'assiette de choucroute garnie ordinaire six cents calories.

Le pain, les biscottes sont les piliers du petit déjeuner

car ils se transforment en glucides à élimination lente, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas utilisés immédiatement par l'organisme comme les sucres «rapides» : la confiture, le miel, le sucre.

Si l'on accompagne le pain de laitages, de fromage, de beurre, on augmente la ration calorique et la ration protéidique.

La ration du matin doit comporter quinze grammes de protéides : c'est-à-dire, par exemple :

Deux cents grammes de pain, un demi litre de lait, deux œufs ou cinquante grammes de fromage.

Pour varier le petit déjeuner, on peut prendre un matin, des charcuteries (qui sont très riches en calories : un sandwich apporte 350 calories), le lendemain des fromages, ou encore deux œufs, en les accompagnant de lait, de café, de jus de fruits.

Pour ne pas être pris de court, et pour aller plus vite, il faut penser le soir à préparer le petit déjeuner et prévoir les aliments nécessaires.

QUELQUES CHIFFRES

ALIMENTS	QUANTITÉ	CALORIES
Lait entier liquide	un verre	230
Lait écrémé liquide	un verre	60
Camembert	1/6	125
Gruyère	25 g	100
Fromage blanc 0 % MG	3 c à soupe	40
40 % MG	3 c à S	90
60 % MG	3 c à S	120
Yaourt nature	1	60
Flan	1	200
Demi-baguette de pain		310
Biscotte	1	30
Jambon de Paris	1 tranche	150
Oeufs coque, durs	2	150
Frits	2	230
Orange, pêche	1	70
Banane	1	90
Confiture, miel	1 c à S	165
1 café sucré	1	20
Beurre	1 noisette	40
Jus de fruit conservé, sucré	1 verre	160
Orange pressée	1 verre	70
Citron pressé	1 verre	20

PROGRAMME TÉLÉ

MARDI 7 SEPTEMBRE

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Une minute pour les femmes
 19 h 45 - Le village englouti feuilleton
 20 h 00 - journal
 20 h 30 - Variétés 76 Paris émission de F. Deflandre
 21 h 30 - Le sens de l'histoire - émission de J. Laurent
 22 h 15 - Concert - émission réalisée par C. Deflandre
 23 h 00 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Bonjour Paris - feuilleton
 20 h 00 - journal
 20 h 30 - Marie Stuart, reine d'Écosse film anglais de C. Jarrott (1972)
 23 h 30 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - Westerns et aventures : «Fort massacre» film américain de J. Newman (1958)
 21 h 50 - Journal

feuilleton

LA VÉRITABLE HISTOIRE DE AH Q

UNE NOUVELLE DE LOU SIN

Ah Q avait depuis longtemps entendu parler des révolutionnaires ; cette année, il avait même pu voir de ses propres yeux exécuter quelques-uns d'entre eux. Mais il avait pris on ne sait trop où l'idée qu'un révolutionnaire est un rebelle et que toute rébellion ne pourrait que lui causer des ennuis. Aussi avait-il toujours détesté les révolutionnaires et évité de frayer avec eux. Cependant, lorsque, contrairement à toute prévision, il apprit que le Vénérable Licencié, dont la renommée s'étendait à cent lis à la ronde, avait peur d'eux, il en éprouva une sorte de ravissement. L'anxiété montrée par tout le troupeau d'hommes et de femmes de Weitchouang mit un comble à son bonheur.

— Va pour la révolution ! pensa-t-il ; il faut exterminer cette bande de salauds ; ils me dégoûtent, je les déteste ! J'ai bien envie, moi aussi, de me joindre aux révolutionnaires !

Depuis quelques temps, Ah Q était assez gêné au point de vue financier, aussi était-il probablement de méchante humeur. De plus, il avait avalé deux bols de vin vers midi, l'estomac vide, ce qui avait tôt fait de l'enivrer. Il marchait plongé dans ses pensées, et soudain il eut l'impression de ne plus toucher terre. On ne sait trop pourquoi il lui sembla tout à coup que le parti révolutionnaire, c'était lui ; et tous les habitants du village étaient ses prisonniers. Dans l'excès de sa joie, il se mit à crier très fort :

— Rébellion ! Rébellion !

Les villageois le regardèrent avec des yeux effrayés ; Ah Q n'avait jamais vu de regards aussi pitoyables ; cette vue lui procura une sensation de bien-être comparable à celle qu'on éprouve à boire un verre d'eau glacée en plein été. De plus en plus heureux, il continua sa marche en criant :

— C'est bien ! ce que je veux, je le prends. Qui me plaît est à moi !

Boum ! Ba da boum !

Je regrette d'avoir tué, dans mon ivresse, mon frère Tcheng !

Je regrette, je n'aurais pas dû... Ah ! Ah ! Ah !

Boum ! Ba da boum ! Boum boum !

Ma main brandit une masse d'acier pour t'écraser...

Les deux hommes de la famille Tchao se trouvaient justement devant leur porte, discutant de la révolution avec deux parents. Ah Q ne les vit pas, il continua son chemin la tête haute, sans s'arrêter de chanter : «*Boum ! Ba da boum !*»

M. Tchao l'approcha craintivement et l'appela à voix basse :

— Mon vieux Q.

— *Boum boum !* continuait Ah Q qui, ne s'étant jamais imaginé que l'on pût ajouter «mon vieux» devant son nom, ne comprit pas qu'il s'agissait de lui : «*Boum ! Ba da boum ! Boum boum !*»

— Mon vieux Q !

Je regrette, je n'aurais pas dû...

Le Bachelier ne put faire autrement que de l'appeler par son nom :

— Ah Q !

Ah Q s'arrêta, tourna la tête de leur côté : «*Quoi donc ?*»

— Mon vieux Q, ... maintenant... Monsieur Tchao ne savait trop comment continuer. En ce moment, tu dois être en train de faire fortune ?

— Faire fortune ? Bien sûr ! tout ce que je veux est à moi...

— Ah... Q, cher frère, avec des amis pauvres comme nous autres, cela n'a pas d'importance..., dit Tchao Pai-yen qui, malgré son ton apeuré, semblait vouloir se renseigner sur les agissements des révolutionnaires.

— Des amis pauvres ? vous êtes toujours plus riches que moi, répliqua Ah Q en s'en allant.

Les autres en restèrent cloués sur place, silencieux et mécontents. Le père et le fils Tchao rentrèrent chez eux et discutèrent ensemble jusqu'à l'heure d'allumer la lampe. Tchao Pai-yen, une fois rentré chez lui, ôta sa bourse de sa ceinture et la remit à sa femme qui la cacha au fond d'une malle.

(à suivre)

L'esprit de Tell El Zaatar, phare de la Révolution Palestinienne

par Yomna El Khalil

LA RESISTANCE FER DE LANCE DU MOUVEMENT NATIONAL ARABE

Au Liban, la Résistance Palestinienne affronte un complot impérialiste, qui vise à sa liquidation militaire et politique. En prenant pour cible la Résistance Palestinienne, les forces impérialistes et tous leurs appuis réactionnaires au sein des pays arabes veulent anéantir l'ensemble du mouvement national de libération arabe dont la résistance est devenue le catalyseur. L'organisation de Libération de la Palestine s'est fixé pour objectif stratégique : la libération de la Palestine de la domination sioniste, au moyen de la guerre populaire, et la création d'un Etat démocratique sans discrimination raciale ou religieuse. La réalisation de cet objectif, qui suppose la participation à la lutte des autres peuples arabes de la région, est la condition pour mettre fin à la domination impérialiste sur cette partie du monde.

LE SURGISSEMENT DE LA REVOLUTION PALESTINIENNE

L'histoire de l'OLP c'est pour une part l'histoire de la lutte des Palestiniens pour échapper à la tutelle des régimes arabes et conduire leur lutte de façon indépendante. Ces régimes ont profité dans leur tentative de mise sous tutelle de la Résistance du peuple palestinien, de la dispersion de celui-ci. Chassé de sa patrie par l'occupation sioniste, le peuple palestinien a dû subir les pressions des régimes des différents pays arabes où

il était réfugié. La Résistance Palestinienne, quant à elle, s'est refusée à s'ingérer dans les affaires intérieures des pays arabes mais la dispersion du peuple palestinien lui faisait un devoir d'organiser celui-ci où qu'il se trouve pour qu'il s'engage dans la guerre de libération de la patrie colonisée.

La création de l'OLP en 1965 a été le fait des régimes arabes réunis au sein de la Ligue des Etats arabes.

La naissance du Fath

Entièrement inféodée aux régimes arabes, l'OLP, à cette époque, ne développait aucun travail de mobilisation des masses palestiniennes pour la lutte armée. Elle s'appuyait sur l'Armée de Libération de la Palestine, stationnée en Syrie, en Jordanie et en Egypte, depuis l'occupation de la Palestine en 1948. L'OLP, c'est alors surtout une assemblée de notables cultivant des liens de dépendance plus ou moins étroits vis-à-vis des divers régimes arabes. L'OLP sert de terrain aux luttes d'influence entre ces régimes, et aussi entre pays impérialistes. A la tête de l'OLP, se trouve Choukeiry, homme de

paille de la Ligue Arabe mais, ne représentant pas les aspirations révolutionnaires du peuple palestinien. Mais face aux régimes arabes, un travail politique d'organisation autonome des Palestiniens commence à s'organiser : le Fath, principale organisation palestinienne est né. Ses militants qui organisent d'importantes manifestations de masse, préparent la lutte armée.

Le 1^{er} janvier 1965, la première opération armée d'envergure menée depuis 48 contre les colonisateurs sionistes à l'intérieur de la Palestine, marque la création d'Al Assifa, branche militaire du Fath.

La ligne stratégique de la Résistance Palestinienne

En juin 67, les armées des régimes arabes subissent une grave défaite dans la guerre déclenchée par l'Etat d'Israël. Le Fath, quant à lui, continue d'organiser les masses palestiniennes en vue de la lutte armée. Sur le plan militaire, il commence à s'affirmer, avec la création en Jordanie de bases militaires pour l'entraînement des Palestiniens. Sur le plan politique, le Fath lutte pour prendre la direction de l'OLP, la transformer en une organisation indépen-

dante des régimes arabes, la vider du contenu réactionnaire. Les déclarations tonitruantes à caractère anti-sémite de Choukeiry sur les juifs sont condamnées fermement par les militants palestiniens tandis que commence à s'élaborer parmi eux la conception d'un Etat palestinien démocratique et laïc.

La victoire d'Al Karameh en mars 68 a accéléré ce processus qui fait de la Résistance Palestinienne un puissant ferment révolutionnaire dans la région.

Aux masses populaires du monde arabe, douloureusement frappées par la défaite de juin 67, la voie de la guerre populaire de libération prônée par la Résistance Palestinienne apparaît alors de plus en

plus comme la seule alternative valable à la politique de capitulation des régimes arabes. Ceux-ci craignent qu'une mobilisation de leur peuple ne les remette en cause.

L'accord de Caire prévoit notamment la cessation de la tutelle administrative et policière de l'Etat libanais sur les faits et gestes de la population Palestinienne des camps de réfugiés.

américain, propose le plan «Rogers», qui demande aux pays arabes de geler toute action contre Israël en échange de la promesse d'application de la résolution 242 de l'ONU, de juin 67. Les régimes arabes, acceptent et en particulier Nasser qui bénéficie encore de son prestige passé. Les conditions politiques sont alors réunies pour permettre au roi Hussein de Jordanie de lancer toutes ses forces contre la Résistance Palestinienne qui refuse d'arrêter le combat. Devant la Résistance héroïque des masses palestiniennes et des patriotes jordaniens qui refusent de se soumettre, le régime jordanien organise leur massacre.

Les événements de Jordanie ont désorganisé la Résistance Palestinienne dans sa principale base arrière. Mais la volonté de lutte du peuple palestinien reste intacte.

La période d'après 70, est marquée par la réorganisation des forces de la Résistance au Liban où la population palestinienne qui y vit et peut s'y organiser au grand jour, devient alors la principale base arrière pour le combat en Palestine occupée. La période est marquée aussi par la mise en place d'un travail politique clandestin en Jordanie où la Résistance est interdite et par l'organisation des masses en Palestine.



LA VICTOIRE DE KARAMEH (1968)

21 Mars 1968 : les bases armées en Jordanie de la Résistance Palestinienne se développent, le peuple palestinien est décidé à compter sur ses propres forces pour imposer ses droits. L'Etat sioniste veut détruire les bases de la Résistance : il envoie, le 21 Mars 1968, 15 000 soldats sionistes et 1 000 parachutistes contre ces bases à El-karameh. Les forces armées palestiniennes leur

infligent leur première défaite. La victoire de la Résistance à la bataille d'Al Karameh a prouvé que la lutte pour la libération de la Palestine est possible. Des milliers de Palestiniens mais aussi des Arabes non Palestiniens rejoignent la Résistance. La lutte à l'intérieur de la Palestine se développe : les actions armées se multiplient.

LA RESISTANCE AU LIBAN

Après la victoire d'El Karameh, la Résistance développe sa lutte contre l'Etat d'Israël aussi à partir du Sud Liban. La présence de la Résistance joue un rôle mobilisateur des paysans libanais qui voient, dès cette période que seule la résistance populaire, proposée par l'OLP peut vaincre l'ennemi sioniste.

Les milices fascistes libanaises, les Phalanges,

SEPTEMBRE NOIR (1970)

1970 AMMAN : Les grandes puissances veulent empêcher à tout prix le développement de la lutte armée du peuple palestinien en Palestine occupée. L'impérialisme

L'UNITÉ AVEC LES MASSES LIBANAISES

Les agressions sionistes se sont multipliées en 71, 72 et 73 contre les bases de fedayin et les paysans libanais. Une unité de lutte se constitue entre les paysans et les fedayin au Liban Sud. Le régime libanais, qui préfère se taire devant ces agressions sionistes, se sent de nouveau menacé par la résistance qui s'organise au Sud. En mai 73, l'armée libanaise passe à l'action pour détruire les forces de la Résistance : elle bombarde sauvagement les camps pendant plusieurs jours.

La Résistance, qui recourt à une tactique

purement défensive, recueille le soutien des masses libanaises. Celles-ci ont sous les yeux, la preuve du caractère mensonger de l'accusation selon laquelle la Résistance Palestinienne serait «une armée d'occupation» au Liban. L'attitude de la Résistance conduit à l'affaiblissement interne de l'armée libanaise dont de nombreux soldats refusent de faire la guerre aux Palestiniens. L'agression de l'armée libanaise échoue. Des accords complémentaires aux accords de Caire de 69, sont signés entre l'OLP et l'Etat libanais.